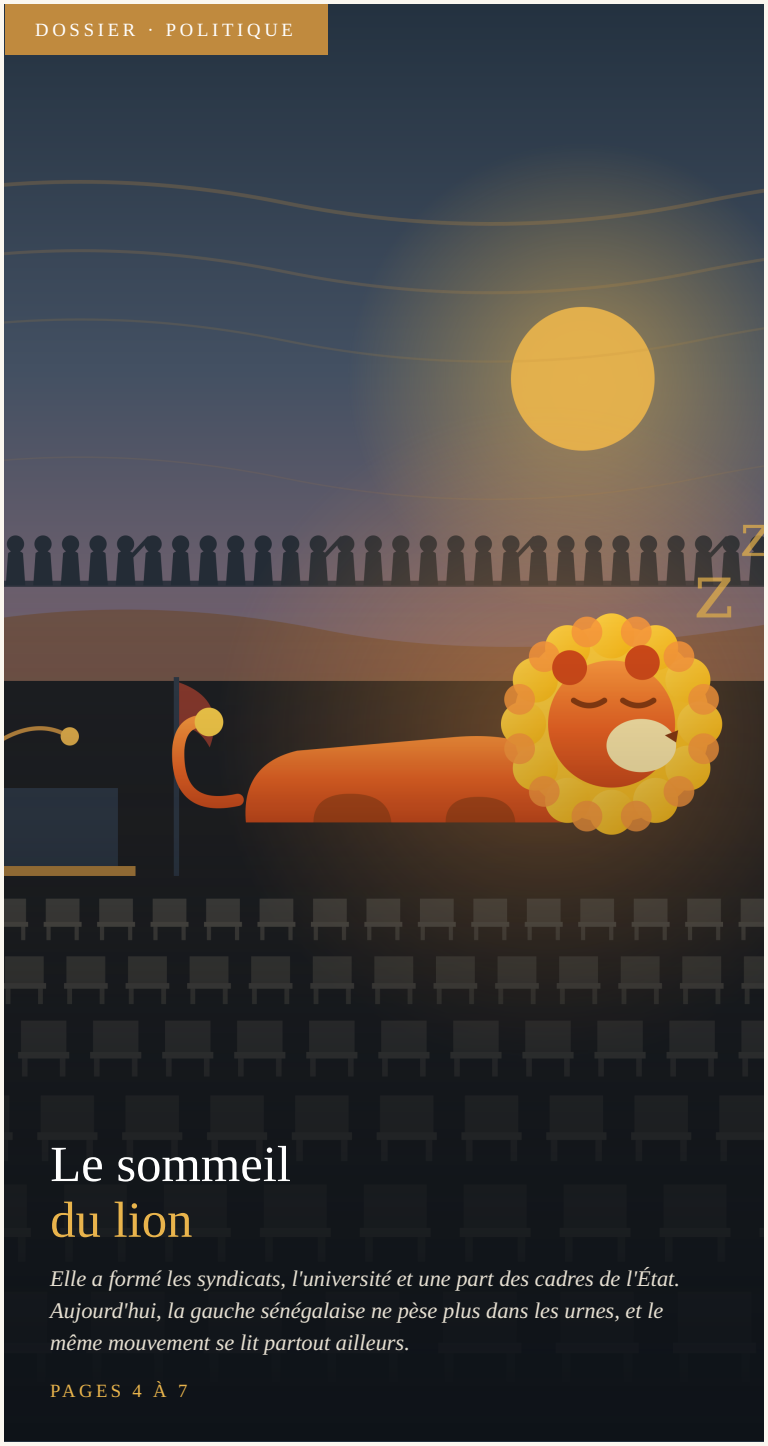
COMPRENDRE AUJOURD'HUI · DÉCRYPTER DEMAIN · AGIR ENSEMBLE

EN AVANT

N° 03 · MAGAZINE D'ANALYSES ET DE RÉFLEXIONS

EN AVANT explique le Sénégal qui change : les idées, l'argent, la mémoire

DOSSIER · POLITIQUE



Le sommeil du lion

Elle a formé les syndicats, l'université et une part des cadres de l'État. Aujourd'hui, la gauche sénégalaise ne pèse plus dans les urnes, et le même mouvement se lit partout ailleurs.

PAGES 4 À 7

DANS CE NUMÉRO

SOCIÉTÉ · ÉVÉNEMENT

Quatorze jours, et quarante ans

Douze médailles, sixième nation mondiale, et la question de ce qui restera.

PAGE 20

MONNAIE ÉLECTRONIQUE · NOUVEAU

Le lit du Pactole

Depuis le 2 novembre, tout passe par la plateforme de la BCEAO. Gratuit jusqu'à 8 000 francs par jour.

PAGE 14

ÉCONOMIE · DETTE PUBLIQUE

La signature qui manque

L'accord avec le FMI existe. L'Assemblée vient de rejeter le budget qui le portait.

PAGE 12

LE COMPTEUR · N° 03

Remplir le grenier à crédit

Dix pour cent du pétrole mis de côté pour 2056, quand la dette prend 93 % des recettes.

PAGE 10

ANALYSE · ÉTAT & POLITIQUE

Le cadre décadré

L'administration forme, le parti récupère, le pouvoir nomme. Et la loyauté ?

PAGE 8

SOCIÉTÉ · LOGEMENT

Le marché baisse là où personne n'habite

Le haut de gamme recule de 10 à 30 % ; la chambre de Yeumbeul reste introuvable.

PAGE 16

BAROMÈTRE GORGORLOU

L'indice et l'assiette

Inflation à 1,6 % sur l'année, et l'école en tête des hausses d'octobre.

PAGE 18

RÉTROVISEUR

Un socialisme sans Marx

Ce que disait vraiment la voie africaine du socialisme de 1961.

PAGE 22

« Un pays peut changer de majorité **sans changer de direction.** »

L'ÉQUIPE RÉDACTIONNELLE
Directeurs de publication : Ousseynou Oulimata Guèye & Sada Thiam

ÉCRIVEZ-NOUS
enavant.larevue@gmail.com

Quand les idées se retirent

Trois piliers : le recul des doctrines et ce qu'il laisse derrière lui, l'argent public suivi pièce par pièce, et la mémoire portée par le Rétroviseur et notre page en wolof.

p. 3 — ÉDITORIAL
Coudre sans prendre les mesures
La politique prenait les mesures du pays. Elle coud désormais au jugé.
Par Ousseynou Oulimata Guèye

p. 4 — DOSSIER · POLITIQUE · 1/2
Le sommeil du lion
Une extinction lente, qui doit moins à ses adversaires qu'à ses alliances.
Par Sada Thiam

p. 6 — DOSSIER · GÉOPOLITIQUE · 2/2
Le vent qui vient du Nord
126 députés pour le RN à Paris : ce que les droites européennes changent pour Dakar.
Par Sada Thiam

p. 8 — ANALYSE · ÉTAT & POLITIQUE
Le cadre décadré
Captation administrative, loyauté, assèchement de la réserve d'impartialité.
Par Mamadou Ndiaye

p. 10 — LE COMPTEUR · N° 03
Remplir le grenier à crédit
Dix pour cent du pétrole mis de côté pour 2056, quand la dette prend 93 % des recettes.
Par la rédaction

p. 12 — ÉCONOMIE · DETTE PUBLIQUE
La signature qui manque
L'accord avec le FMI existe. Le 3 novembre, l'Assemblée a rejeté le budget qui devait en porter les comptes.
Par Malick Hanne

p. 14 — ÉCONOMIE · MONNAIE ÉLECTRONIQUE
Le lit du Pactole
Depuis le 2 novembre, tout passe par la plateforme de la BCEAO. Gratuit jusqu'à 8 000 francs par jour.
Par Serigne Fall

p. 16 — SOCIÉTÉ · LOGEMENT
Le marché baisse là où personne n'habite
Trois textes en douze ans, et un marché locatif coupé en deux.
Par Moussa Sene Télémaque Sow

p. 18 — BAROMÈTRE GORGORLOU · N° 03
L'indice et l'assiette
Inflation à 1,6 % sur l'année, et la rentrée scolaire en tête des hausses d'octobre.
Par la rédaction

p. 20 — SOCIÉTÉ · ÉVÉNEMENT
Quatorze jours, et quarante ans
Douze médailles, une sixième place mondiale, et la question de ce qui restera maintenant.
Par Ousseynou Oulimata Guèye

p. 22 — RÉTROVISEUR · N° 03
Un socialisme sans Marx
La voie africaine du socialisme, des coopératives aux trois courants de 1976.
Par Mamadou Lamine Sarr

p. 24 — CI GÀTTAL · LA PAGE EN WOLOF
Xibaar yi, ci làkku réew mi
Les enquêtes du numéro résumées en wolof, chacune suivie de sa version française.
Par la rédaction

p. 25 — CAHIER DE DÉTENTE
Espace détente
Mots fléchés, mots mêlés, sudoku vérifié, charades, anagrammes et quiz.
Par la rédaction

p. 28 — COLOPHON
L'équipe, la méthode, le prochain numéro
Qui écrit, comment nous vérifions, et ce que vous lirez dans le N° 04.
La rédaction

Coudre sans prendre les mesures

Un tailleur qui ne prend pas vos mesures finira quand même l'habit, et il le finira vite. Le jour de l'essayage, simplement, personne ne saura qui peut le porter.

ÉDITORIAL · PAR **OUSSEYNOU OULIMATA GUÈYE**

> *Vous apportez votre tissu au tailleur du quartier. Avant de couper, il sort son mètre ruban, fait le tour de vos épaules et note les chiffres sur un bout de papier. Ces chiffres ne valent rien pour vous. Pour lui, ils sont tout : sans eux, il coud au hasard.*

La politique sénégalaise a longtemps pris les mesures. Quand on disait d'un homme qu'il était socialiste, libéral ou marxiste, on savait déjà à peu près ce qu'il ferait du prix du riz, de la terre du village et de l'école du quartier. On pouvait être d'accord ou pas. Au moins, on savait.

Ce temps est passé. Les doctrines ont cédé la place aux programmes, les programmes aux plans, et les plans se discutent aujourd'hui avec ceux qui prêtent l'argent.

Ce numéro part d'un constat tout simple. La gauche sénégalaise, qui a formé des générations d'enseignants, de syndicalistes et de hauts fonctionnaires, ne pèse plus rien dans les urnes. Personne ne l'a interdite. Personne ne l'a battue dans un grand débat d'idées. Elle s'est endormie dans les couloirs des majorités, à force d'y être utile.

Une place vide ne le reste jamais longtemps. L'eau qui ne trouve plus sa rigole ne s'arrête pas pour autant : elle se cherche un autre passage, et c'est souvent par là que les murs se fissurent. Là où les idées se retirent, quelqu'un d'autre vient parler du sac de riz, du loyer et du sentiment d'être gouverné de loin.

« Un pays peut changer de majorité sans changer de direction. Il change alors de tailleurs, pas de mesures. »

Le mouvement dépasse largement nos frontières. Prenez l'Italie, où vivent près de cent mille Sénégalais, nos frères de Bergame, de Brescia et de Vicence, ceux qui tiennent les chantiers du Nord et envoient le mandat du 30. Depuis 2022, ce pays est gouverné par une coalition de droite nationale élue sur la fermeture des frontières. Pour une famille d'ici, cela se joue au guichet où un cousin renouvelle son titre de séjour, et dans le délai qui lui fait perdre un chantier.

Si les doctrines se taisent, quelqu'un continue pourtant de décider. Nous consacrons plusieurs pages à ceux-là, que l'on appelle **les cadres**. L'administration les forme, le parti les récupère, le pouvoir les nomme. Chaque alternance repeint les mêmes murs d'une couleur neuve en jurant que la maison a changé.

Il n'y a là ni scandale ni complot. Un État a besoin de ses maçons, et un maçon a le droit d'avoir des opinions. Mais quand on prend les meilleurs pour les envoyer sur le chantier du voisin, on finit par bâtir sans fil à plomb. Une administration se forme en vingt ans et se vide en cinq.

CE QUE VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO

Un dossier en deux volets sur le recul des gauches, ici et ailleurs. Une analyse sur la captation des cadres par le politique. Deux enquêtes sur l'argent public : le fonds intergénérationnel du pétrole, et l'accord en négociation avec le FMI. Les loyers de Dakar. Les Jeux olympiques de la jeunesse. Et, comme toujours, le Baromètre Gorgorlou, la Découverte, le Rétroviseur et notre page en wolof.

Le « Compteur » raconte la même histoire avec des chiffres. La loi demande de mettre une part du pétrole de côté pour ceux qui ne sont pas encore nés. L'intention est belle. Seulement, on remplit ce grenier pendant que la dette emporte plus de neuf dixièmes de ce que l'État encaisse. Ranger du mil dans un grenier loué à crédit relève du calcul plus que de la sagesse. Qu'on nous le présente comme un calcul, et la discussion devient possible.

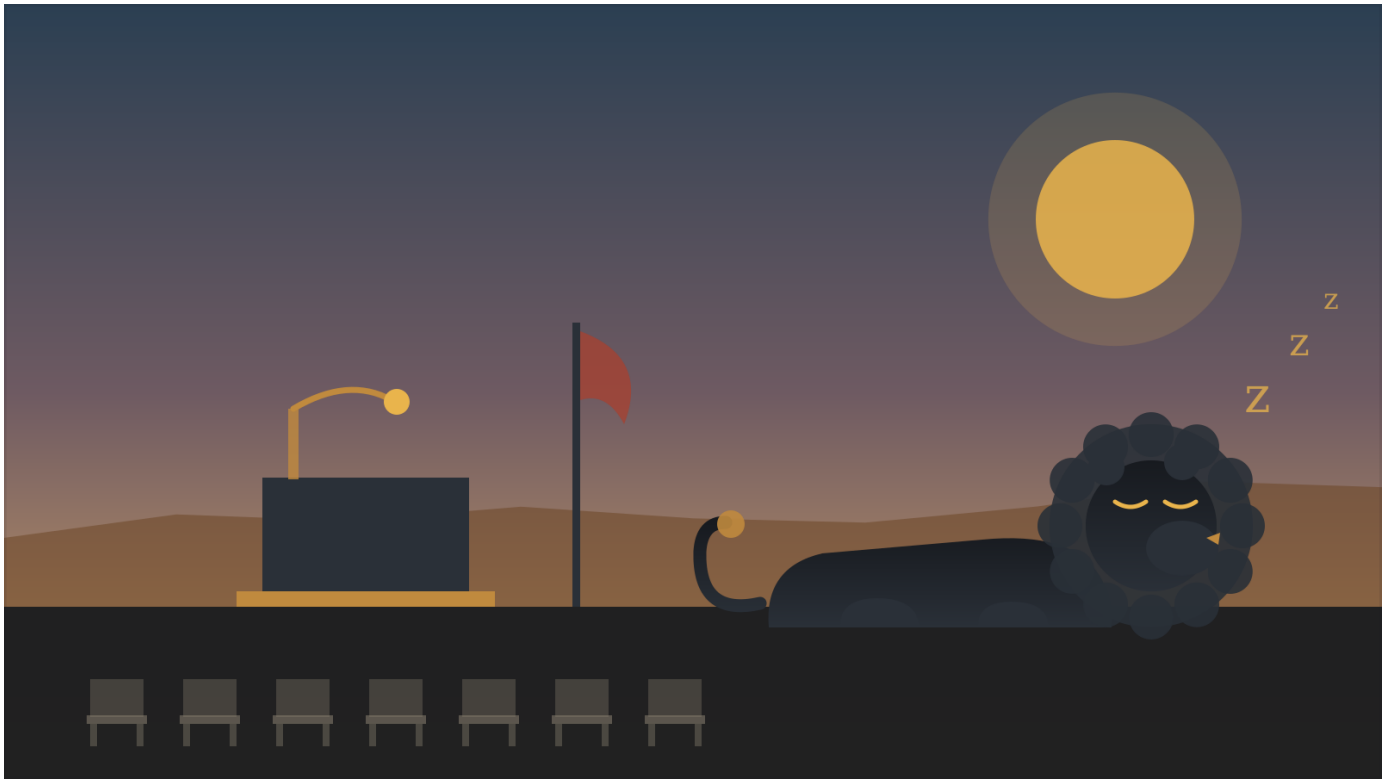
Entre les idées qui se taisent et les chiffres qui parlent tout seuls, il reste une place. C'est celle que cette revue voudrait tenir. Une lampe ne choisit pas le chemin à votre place ; elle montre les trous. Le reste vous appartient.

Bonne lecture.

Le sommeil du lion

Elle a formé les syndicats, l'université et une bonne part des cadres de l'État. Aujourd'hui, la gauche sénégalaise ne pèse plus dans les urnes. Récit d'une extinction lente, qui doit moins à ses adversaires qu'à ses alliances.

DOSSIER · PAR **SADA THIAM**



Du meeting au couloir : la trajectoire d'un courant qui a échangé sa capacité de contestation contre une place dans la majorité.

Il fut un temps, pas si lointain, où la gauche s'imposait dans le débat politique sénégalais comme un archétype qui, malgré l'usure, conservait quelques brins d'éclat. Samba Sy, alors secrétaire général du Parti de l'indépendance et du travail, était ministre du Travail. La gauche gardait ainsi son « quota » dans l'attelage de Benno Bokk Yakaar.

Si elle ne faisait plus peur sur le plan électoral, elle demeurait redoutée comme force de nuisance lorsqu'elle battait le rappel sur la conjoncture économique, alertant sur la détérioration du panier de la ménagère. Fidèle élève d'Abdoulaye Wade dans l'art de composer avec les sensibilités, le président Macky Sall sut la ménager, masquant une décadence idéologique et électorale que chacun pouvait pourtant deviner.

De l'avènement des libéraux en 2000 à celui de Pastef en 2024, jamais la gauche de Landing Savané, Amath Dansokho, Mamadou Ndoye, Abdoulaye Bathily, Madior Diouf ou Samba Sy ne retrouva l'influence qui fut jadis la sienne. Comment un courant qui a façonné pendant trente ans les débats intellectuels et sociaux du pays en est-il arrivé à occuper une place aussi marginale ?

L'âge d'or : un lion hors du palais

Dans les années 1970, la gauche sénégalaise connaît son âge d'or. Autour de Majhemout Diop, Amath Dansokho, Landing Savané, Madior Diouf ou Abdoulaye Bathily, elle domine les syndicats, l'université de Dakar, les mouvements enseignants et de nombreuses organisations paysannes.

La gauche était alors un lion qui ne régnait pas sur le palais, mais dont le rugissement faisait trembler la cité.

Les années 1980 marquent une première évolution. Avec le multipartisme intégral instauré sous Abdou Diouf, les formations de gauche obtiennent une reconnaissance légale : c'est la fin de la clandestinité pour des partis comme le PAI, longtemps interdit.

Qui est qui

PAI · Parti africain de l'indépendance, fondé en 1957, premier parti marxiste du pays.
PIT · Parti de l'indépendance et du travail, issu du PAI.
LD · Ligue démocratique, d'origine maoïste, longtemps implantée chez les enseignants.
AJ/PADS · And-Jëf / Parti africain pour la démocratie et le socialisme, de Landing Savané.
RND · Rassemblement national démocratique, fondé par Cheikh Anta Diop en 1976.

1989 : la perte d'un horizon

La chute du mur de Berlin, puis l'effondrement de l'Union soviétique, bouleversent les mouvements de gauche partout dans le monde. Pour une gauche africaine fortement marquée par le marxisme-léninisme, c'est la disparition du principal horizon idéologique.

Privés de ce sanctuaire doctrinal, de nombreux partis entament une mutation profonde. Les références révolutionnaires s'estompent au profit d'une social-démocratie plus modérée. Les alliances gouvernementales avec Abdou Diouf, puis avec Abdoulaye Wade et Macky Sall, remplacent les logiques d'opposition radicale. La gauche cesse peu à peu d'incarner une alternative pour devenir un partenaire du pouvoir.

LE DESTIN D'UNE ALLIÉE PERMANENTE

Après 2000, elle paie aussi le prix du non-renouvellement de sa classe dirigeante. Beaucoup de ses figures historiques vieillissent à la tête de leurs partis, sans véritable préparation de la relève.

À l'origine du CAP 21 sous Abdoulaye Wade, plusieurs partis de gauche traversent les deux mandats libéraux avant de rejoindre Benno Bokk Yakaar en 2012, séduits par ce qui apparaît alors comme un nouveau paradis politique. Membre discret de la majorité, la gauche accompagne les douze années de pouvoir de Macky Sall sans jamais constituer une alternative crédible.

4 millions

FCFA par mois : la subvention que Mamadou Ndoye, alors secrétaire général de la LD, a déclaré recevoir du chef de la majorité et verser dans les caisses de son parti

Cette déclaration, largement reprise par la presse nationale, alimenta les critiques de ceux qui voyaient dans ces alliances prolongées une perte progressive d'autonomie politique. Elle résume, mieux qu'un long raisonnement, le changement de nature d'un courant : d'une force qui exigeait, on était passé à une force qui recevait.

Demandez à un enseignant qui militait dans les années 1980 ce qu'il en pense. Il vous parlera des cellules, des journaux ronéotypés, des assemblées qui duraient jusqu'à l'aube, des camarades arrêtés. Puis il se taira un moment. Et il dira que ses enfants, aujourd'hui, ne savent même pas que son parti existe encore.

REPÈRES · SOIXANTE ANS DE GAUCHE SÉNÉGALAISE

1957 · Fondation du PAI, premier parti marxiste du Sénégal ; il sera interdit en 1960.

Années 1970 · Hégémonie intellectuelle : université, syndicats, enseignants, organisations paysannes.

1976 · Cheikh Anta Diop fonde le RND, reconnu en 1981.

1981 · Multipartisme intégral sous Abdou Diouf : sortie de la clandestinité.

1989-1991 · Chute du mur, effondrement de l'URSS : perte de l'horizon doctrinal.

2000-2012 · CAP 21 avec Wade, puis Benno Bokk Yakaar avec Macky Sall.

2024 · Législatives du 17 novembre : les partis historiques, à gauche comme au centre, sont réduits à quelques sièges.

UNE GAUCHE SONNÉE

Depuis l'arrivée de Pastef au pouvoir en 2024, la gauche semble plus effacée que jamais. Coincée entre un libéralisme solidement installé depuis deux décennies et une force nouvelle qui occupe désormais le terrain de la contestation sociale, elle peine à retrouver une voix audible. Son sommeil tient autant à l'usure de ses idées qu'à l'absence de relève et à la faiblesse de ses appareils.

ET CETTE GAUCHE ENFOUIE DANS PASTEF ?

La présence de nombreuses figures issues de la gauche au sein ou autour de Pastef ne suffit pas à conclure que ce parti relève pleinement de cette tradition. La contribution est réelle : si le RND de Cheikh Anta Diop s'est presque dissous dans la dynamique, plusieurs personnalités historiquement associées à la gauche (le professeur Dialo Diop, Fatou Blondin Diop, Guy Marius Sagna, Alla Kane) figurent parmi les soutiens les plus visibles du mouvement.

Mais la gauche y apparaît davantage comme une composante que comme le porte-étendard idéologique. Les références de la gauche radicale sont souvent reléguées au second plan au profit d'un discours plus large, centré sur la souveraineté nationale, la bonne gouvernance et la rupture avec certaines dépendances extérieures. Les critiques du franc CFA, du Fonds monétaire international ou de l'influence française constituent des points de convergence ; elles sont régulièrement tempérées par une approche pragmatique des contraintes économiques.

CE QUI RESTE, MALGRÉ TOUT

Un vocabulaire. Les mots de « souveraineté », de « justice sociale », de « reddition des comptes » et de « patriotisme économique » qui structurent le débat public actuel ne sont pas nés en 2024 : ils ont été forgés dans les cercles de gauche des années 1970 et 1980. Un courant peut disparaître des urnes et continuer de fournir la grammaire de ceux qui l'ont remplacé.

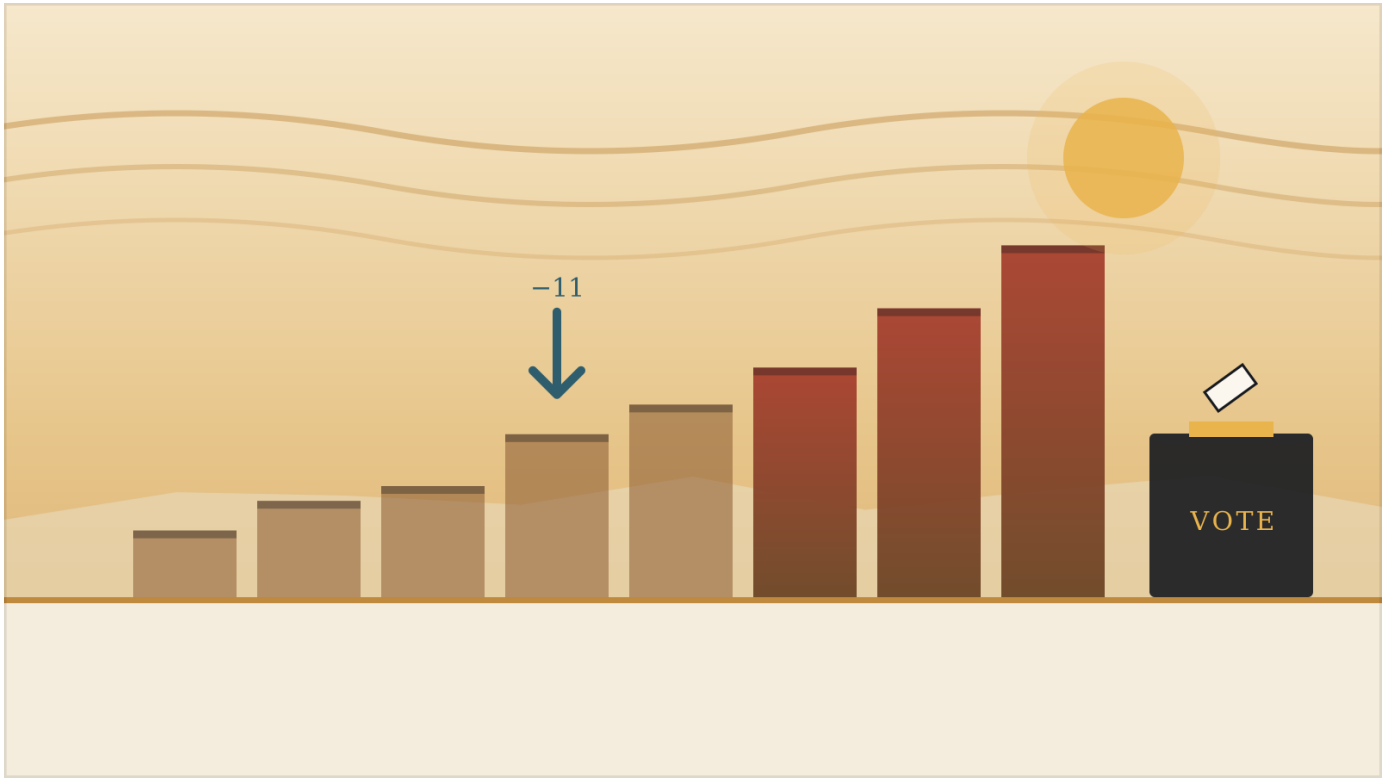
Reste une interrogation. La gauche sénégalaise est-elle condamnée à devenir une page de l'histoire politique nationale, ou trouvera-t-elle les ressources intellectuelles et militantes pour écrire un nouveau chapitre ? Pour l'heure, son réveil relève davantage du miracle que de la certitude.

Sources : archives de la presse nationale · déclarations publiques de Mamadou Ndoye largement reprises par les médias sénégalais · résultats des législatives du 17 novembre 2024 · analyses publiées sur SenePlus et AllAfrica (2024-2026). Les trajectoires individuelles citées sont celles rendues publiques par les intéressés.

Le vent qui vient du Nord

Le recul des gauches n'est pas une affaire sénégalaise. Partout où vivent nos compatriotes, des droites nouvelles occupent le terrain abandonné. Ce déplacement se lit dans les urnes, et tout autant dans les visas, les transferts d'argent et les files d'attente des consulats.

ANALYSE · PAR **SADA THIAM**



Une vague qui n'est pas uniforme : là où les droites avancent, elles butent encore sur des majorités de gouvernement, et parfois reculent.

Prenons le pays que les Sénégalais connaissent le mieux. Aux législatives françaises des 30 juin et 7 juillet 2024, le Rassemblement national est devenu le premier groupe de l'Assemblée nationale, avec 126 députés contre 89 avant la dissolution, et 143 sièges avec ses alliés. Une chambre coupée en trois blocs l'a empêché de gouverner : le Nouveau Front populaire a réuni 180 sièges, le camp présidentiel 163.

Deux ans plus tard, les enquêtes d'opinion donnent son président, Jordan Bardella, en tête du premier tour de la présidentielle de 2027, dans une fourchette qui va de 32 % à 38 % selon les instituts. Marine Le Pen, elle, est frappée depuis mars 2025 d'une inéligibilité de cinq ans.

On peut lire ces chiffres de loin, comme une affaire française. On peut aussi les lire comme ce qu'ils sont pour des centaines de milliers de familles sénégalaises : le climat politique du pays où étudie une fille, où travaille un frère, où se renouvelle un titre de séjour.

UNE VAGUE, MAIS PAS UNE MARÉE

Le mouvement dépasse largement la France. L'Italie, où vivent près de cent mille Sénégalais, est gouvernée depuis 2022 par une coalition dominée par la droite nationale. En Allemagne, l'Alternative für Deutschland est devenue en février 2025 la deuxième force du Bundestag, avec 20,8 % des voix. Aux États-Unis, l'alternance de janvier 2025 a été suivie d'un durcissement rapide de la politique migratoire. Dans plusieurs pays d'Europe centrale, des formations hostiles à l'immigration dirigent ou co-dirigent l'exécutif.

126

députés du Rassemblement national élus en juillet 2024, contre 89 avant la dissolution : le premier groupe de l'Assemblée nationale française

Ces chiffres ont un visage. C'est celui d'un étudiant de Saint-Louis qui prépare un dossier de visa et qui lit, le soir, les commentaires sous les articles qui parlent de lui sans le nommer. C'est celui d'une aide-soignante de Rouen qui a vingt ans de

cotisations et qui s'entend demander, dans la file, si elle compte rentrer. Pour eux, la politique a la consistance d'un climat.

Mais la généralisation serait fausse, et c'est important de le dire. Le 29 octobre 2025, aux Pays-Bas, le parti de Geert Wilders a perdu onze sièges et s'est fait rattraper par une formation centriste, D66, qui en a gagné seize. Aux élections européennes de 2024, la progression des droites radicales avait été réelle mais inférieure aux prévisions. Rien n'est automatique.

> CE QUE « DROITE » VEUT DIRE ICI
>
> Nous employons le terme au sens où l'utilisent les politologues européens : des formations qui placent la limitation de l'immigration au centre de leur programme, se défient des institutions supranationales et revendiquent une préférence nationale. Elles diffèrent fortement entre elles sur l'économie (certaines sont libérales, d'autres protectionnistes) et ne se confondent pas avec la droite de gouvernement classique.

POURQUOI LA GAUCHE A LÂCHÉ LE TERRAIN

Les analyses convergent sur trois mécanismes, et ils résonnent avec ce que nous décrivons page précédente.

Le premier est sociologique : les partis issus du mouvement ouvrier ont progressivement recruté leurs cadres et leurs électeurs dans les classes diplômées des grandes villes, pendant que leur base historique (ouvriers, employés, petites villes) se détachait.

Le deuxième est économique : après 2008, les gouvernements de gauche ont géré des politiques d'austérité qu'ils n'avaient pas conçues. Difficile de contester un ordre qu'on administre. C'est exactement le piège décrit par notre dossier sénégalais.

Le troisième est culturel : la question migratoire est devenue le clivage principal du débat public, et c'est un terrain où les gauches sont divisées quand leurs adversaires sont unis.

« Une force politique qui administre un ordre qu'elle critique finit par être jugée sur l'ordre, pas sur la critique. »

CE QUE CELA CHANGE POUR DAKAR

Trois conséquences concrètes, mesurables, et qui ne dépendent pas de nos préférences.

L'argent. Les Sénégalais de l'extérieur ont transféré environ 2 522 milliards de francs CFA en 2025, selon le rapport annuel du Fonds international de développement agricole, soit plus que l'aide publique au développement et une part estimée à quelque 11 % du produit intérieur brut. Ce flux dépend du droit de travailler là-bas. Toute restriction de séjour est, mécaniquement, une restriction de recettes ici.

2 522 Mds

FCFA transférés par la diaspora sénégalaise en 2025 (FIDA)

~11 %

du PIB : le poids estimé de ces transferts dans l'économie nationale

La négociation. Les accords de gestion des flux migratoires, de réadmission et de main-d'œuvre saisonnière se négocient avec des gouvernements qui ont fait campagne sur la fermeture. Le rapport de force n'est pas le même qu'il y a dix ans, et il faudra le reconnaître pour bien négocier.

Le récit. Dans plusieurs pays d'accueil, l'immigration ouest-africaine est devenue un sujet de campagne. Cela produit chez nos compatriotes un sentiment d'assignation, et chez certains l'envie du retour, dont nous avions mesuré les conditions dans notre numéro précédent.

REPÈRES · LE CYCLE ÉLECTORAL RÉCENT

Octobre 2022 · Italie : coalition de droite nationale au pouvoir.

Juin-juillet 2024 · Européennes, puis législatives françaises : le Rassemblement national devient le premier groupe de l'Assemblée nationale.

Février 2025 · Allemagne : l'AfD devient la deuxième force du Bundestag avec 20,8 % et 152 sièges sur 630.

31 mars 2025 · France : Marine Le Pen est déclarée inéligible pour cinq ans ; Jordan Bardella devient le candidat probable pour 2027.

29 octobre 2025 · Pays-Bas : le PVV perd onze sièges ; le centre revient en tête.

Enquêtes de 2026 · France : le candidat du RN est donné entre 32 % et 38 % au premier tour de la présidentielle de 2027.

LA LEÇON, SI LEÇON IL Y A

Aucune de ces formations n'a gagné en inventant une doctrine neuve. Elles ont gagné en occupant un espace laissé vide : celui où l'on parle du quotidien, du logement, du prix des choses et du sentiment d'être gouverné de loin. Le Sénégal connaît ce mécanisme : c'est celui qui a porté une force nouvelle au pouvoir en 2024, sur un registre tout autre.

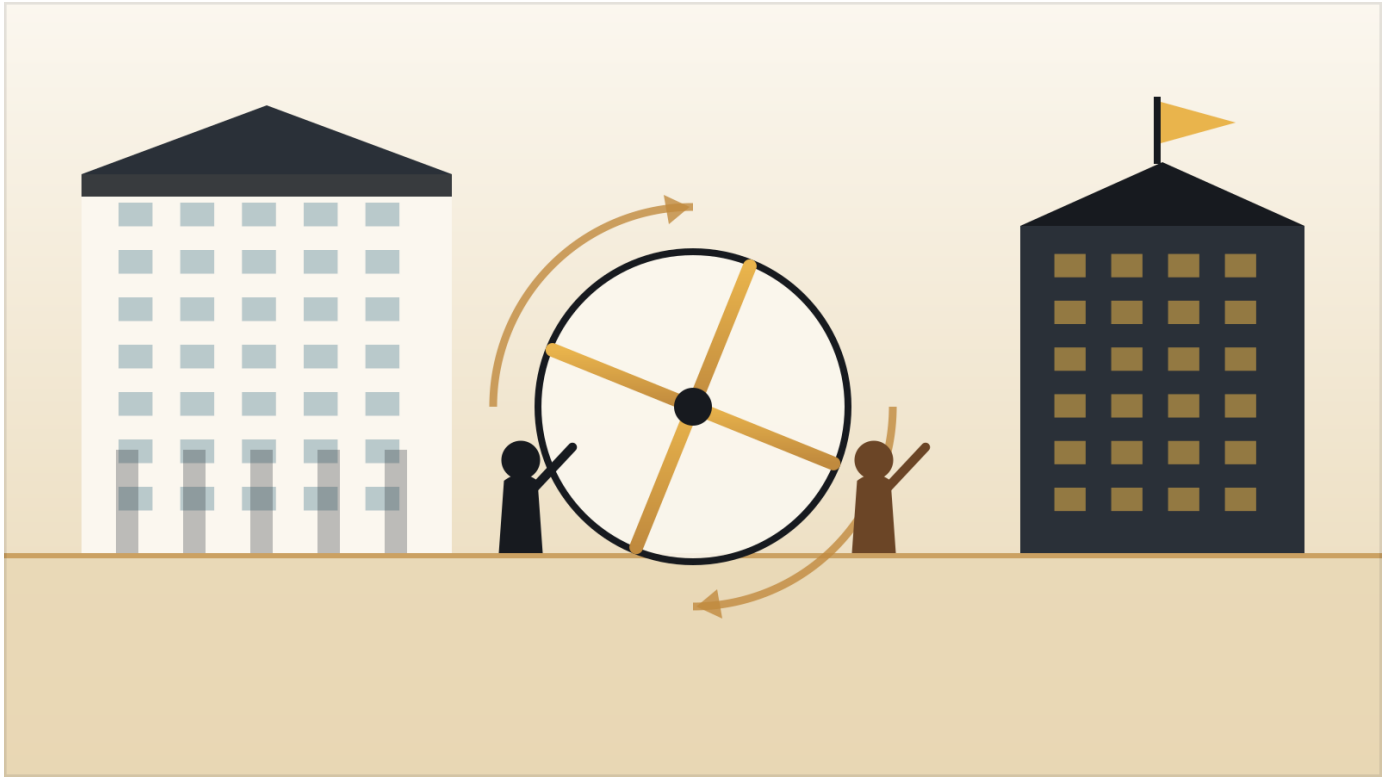
La question n'est donc pas de savoir si les droites européennes vont continuer de progresser. Elle est de savoir si les forces qui prétendent parler au nom des travailleurs, ici comme là-bas, retrouveront la capacité de parler de ce que coûte la vie. Partout où elles l'ont perdue, quelqu'un d'autre s'en est chargé.

Sources : résultats officiels des scrutins cités (ministère de l'Intérieur français, Bundeswahlleiter, Kiesraad) · législatives françaises des 30 juin et 7 juillet 2024 · enquêtes d'opinion publiées en 2026 sur le premier tour de la présidentielle de 2027, dont les écarts entre instituts sont rapportés sous forme de fourchette · rapport *Sending Money Home 2026* du FIDA · travaux universitaires sur la recomposition des électorats européens. La part des transferts dans le PIB varie de 11 % à 12 % selon les sources et la base de PIB retenue. Un sondage n'est pas un résultat : nous le présentons comme une tendance, non comme une prévision.

Le cadre décadré

L'administration les forme, le parti les récupère, le pouvoir les nomme. Derrière l'avènement des cadres en politique se joue une question que personne n'aime poser : à qui un haut fonctionnaire doit-il sa loyauté ?

TRIBUNE · PAR **MAMADOU NDIAYE**



Du bureau au cabinet, et retour : une trajectoire devenue si courante qu'elle est désormais une carrière en soi.

Il a passé le concours à vingt-cinq ans. On l'a nommé dans une région, puis dans une autre, et il a appris le métier comme on l'apprend vraiment : par les dossiers difficiles, les nuits de permanence et les réunions qui n'arrangent personne. Un jour, le téléphone a sonné : un cabinet lui proposait un poste. Il a dit oui. On dit presque toujours oui.

Dix ans plus tard, il n'est jamais retourné dans son corps d'origine. Il a suivi deux majorités, changé trois fois de bureau, et plus grand monde ne sait de quelle administration il relève exactement. Ce portrait n'est celui de personne en particulier ; il est celui de centaines de trajectoires que chacun, dans ce pays, pourrait nommer.

On parle souvent de l'avènement des cadres en politique comme de l'exemple typique d'un bienfait qui charrie pourtant bien des méfaits, notamment à travers la fameuse déformation de l'intellectuel organique. Ce gouffre de l'engagement qui, tel un triangle des Bermudes, est apte à faire chavirer l'intellectuel en politique, le condamnant à surfer sur les bords frauduleux du discours de légitimation.

Et, comme disait Gramsci, l'intellectuel organique n'est jamais extérieur au rapport de force : il participe à la construction de l'hégémonie. L'irruption des cadres en politique pose donc le problème de la portée de leur engagement, dans un environnement où chaque prince cherche ses troubadours, ses sbires et parfois même ses intellectuels de service.

UN POINT DE CHUTE DEVENU UNE CARRIÈRE

La scène politique sénégalaise a toujours été un point de chute pour des cadres sécrétés par les partis avant d'être remis à la disposition du pouvoir pour occuper des fonctions politico-administratives. Si, au lendemain des indépendances, cette position se limitait à participer à la construction de l'État sur le plan technique, le rôle des cadres a depuis considérablement évolué. On parlera même d'une dévaluation.

DE QUOI PARLE-T-ON, JURIDIQUEMENT

Le statut général des fonctionnaires (loi n° 61-33 du 15 juin 1961, modifiée en dernier lieu par la loi n° 2022-21 du 6 juillet 2022) organise les positions dans lesquelles un agent peut être placé : l'activité, le détachement, la disponibilité. Le détachement, en particulier, permet à un fonctionnaire d'exercer hors de son corps d'origine tout en conservant ses droits à l'avancement et à la retraite. Le dispositif est ancien, légitime et nécessaire. Son usage répété comme antichambre politique, lui, ne relève plus du droit mais de la pratique.

LE FAUCON DU PALAIS

L'expression qui résume leur position dans la création de cette hégémonie politique est peut-être celle, populaire, de « faucon du palais » ou de « tailleur haute couture », attribuée à ces intellectuels, universitaires ou hauts fonctionnaires qui soufflent à l'oreille du prince et sont aussi aptes à donner le tournis aux opposants qu'à orienter les décisions.

Car ils pensent l'État, et finissent parfois par penser pour le pouvoir. Le glissement est court.

La métamorphose des cadres au contact de la politique laisse ainsi apparaître cette étrange figure du **cadre décadré** : un cadre progressivement éloigné de son cadre institutionnel originel au profit de l'hégémonie administrative, de la préservation des privilèges étatiques ou de la consolidation d'un pouvoir.

Après un temps passé à occuper des fonctions politiques, peu de cadres retournent véritablement à la case départ de l'administration. Beaucoup usent des arcanes du statut général pour investir d'autres chantiers à la marge de la corporation ou les réseaux constitués, en attendant une nouvelle chute ou une nouvelle ascension. La politique devient ainsi moins une parenthèse dans la carrière administrative qu'un nouveau cadre de carrière.

LA QUESTION DE LA LOYAUTÉ

À qui le cadre doit-il sa loyauté lorsqu'il devient politique ? À l'institution dont il est issu ? À l'État qu'il est censé servir ? Au parti qui l'a porté ? Ou au prince qui l'a nommé ? La réponse paraît évidente. Mais la pratique politique nous renseigne autrement.

Le jeu de coloration, digne d'un habit d'arlequin dont ils se parent au gré des alternances (cadres libéraux, républicains, patriotiques et aujourd'hui patriotes républicains) finit par donner l'impression d'une véritable machine de recyclage. Les hommes changent, les appellations changent, les récits changent, mais les mécanismes de captation des cadres par le pouvoir demeurent.

« L'administration forme, le parti récupère, le pouvoir nomme. »

Et, au bout du processus, l'État se retrouve parfois privé de ceux qu'il avait lui-même contribué à former.

UN CYCLE QUI SE RÉPÈTE, SOUS TOUTES LES COULEURS

Le phénomène n'appartient à aucune majorité en particulier, et c'est précisément ce qui en fait un problème de système plutôt qu'un procès d'intention. Chaque alternance depuis 2000 a produit la même séquence : une promesse de rupture avec les pratiques antérieures, puis un appel massif aux compétences disponibles, c'est-à-dire, très souvent, aux mêmes corps, aux mêmes écoles, aux mêmes promotions.

La séquence ouverte en 2024 n'y échappe pas. Le gouvernement nommé par décret n° 2026-1130 du 1er juin 2026, composé d'une trentaine de membres, a été largement décrit par la presse nationale comme une équipe de profils techniques et administratifs. Que l'on s'en félicite ou qu'on le déplore, le constat est le même : lorsque le débat idéologique se retire, la compétence administrative devient la principale ressource de légitimation disponible.

REPÈRES · LES TROIS TEMPS DE LA CAPTATION

1. La formation · L'État investit dans des écoles, des concours et des carrières pour se doter d'une réserve de compétences durables.

2. La récupération · Le parti identifie, courtise et intègre ces compétences, qui apportent crédibilité technique et respectabilité.

3. La nomination · Le pouvoir place, et la frontière entre la fonction technique et la fonction politique devient illisible.

Et après ? · Le retour au corps d'origine est rare ; la disponibilité, le conseil et l'attente deviennent la norme.

LA RÉSERVE D'IMPARTIALITÉ

C'est pourquoi « il ne faut pas tout asservir au but que l'on poursuit », devra-t-on convenir avec Camus. À vouloir puiser dans l'administration, l'État se retrouve à dénaturer l'engagement de ceux qui devaient être son bras séculier permanent.

> CE QUE COÛTE L'ASSÈCHEMENT
>
> **La continuité** · Une administration dont les cadres changent au rythme des majorités perd sa mémoire des dossiers.
> **L'arbitrage** · Un agent qui doit sa position à un camp arbitre moins librement entre des intérêts contradictoires.
> **L'attractivité** · Les jeunes diplômés apprennent vite que la promotion passe par l'engagement, et non par le métier.

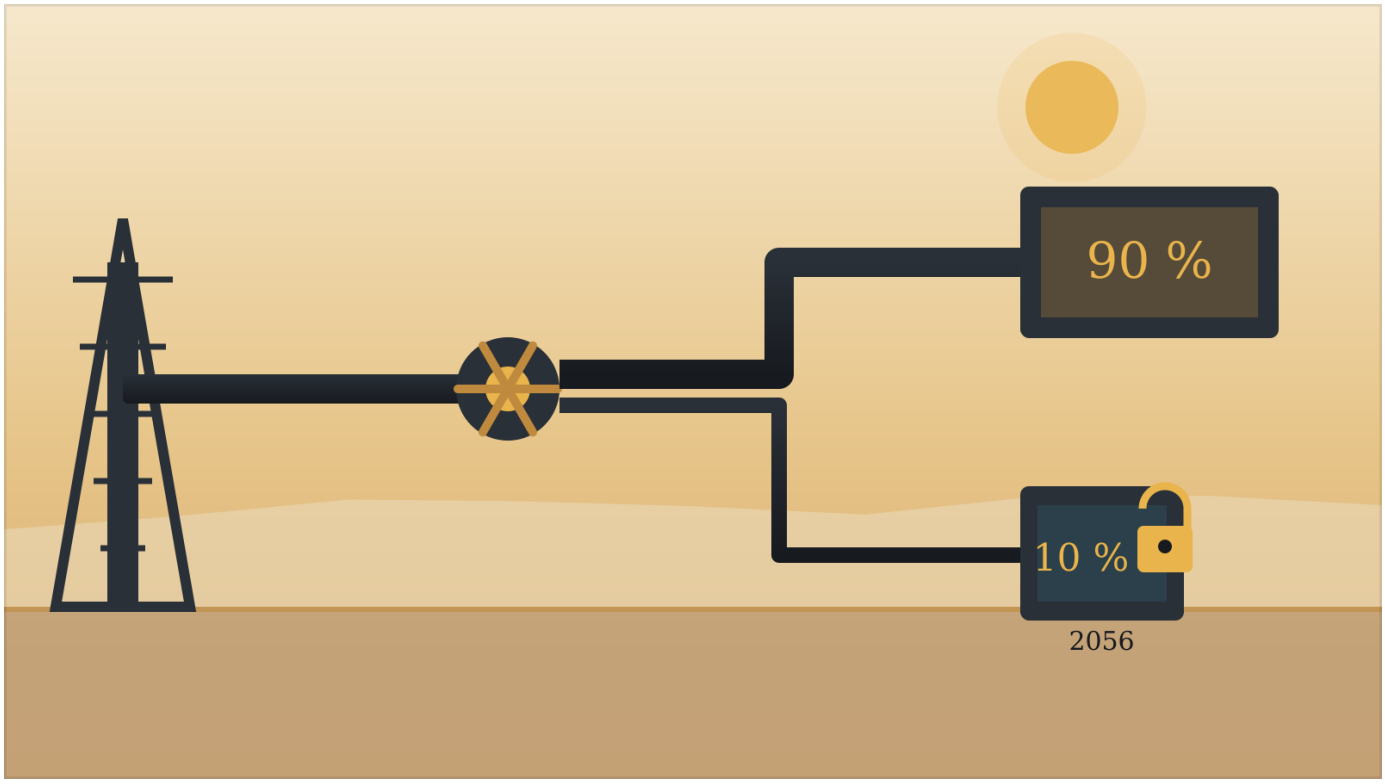
Un assèchement de la « réserve d'impartialité » qui est chèrement payé, fût-il au service de la construction du pouvoir. Et qui ne se reconstitue pas en une alternance : une administration se forme en vingt ans, elle se vide en cinq.

Sources : loi n° 61-33 du 15 juin 1961 relative au statut général des fonctionnaires, modifiée par la loi n° 2022-21 du 6 juillet 2022 · décret n° 2026-1130 du 1er juin 2026 portant nomination du Gouvernement, tel que rapporté par la presse nationale · Antonio Gramsci, *Cahiers de prison* · Albert Camus. Les expressions « faucon du palais » et « tailleur haute couture » relèvent du langage politique courant et ne visent aucune personne en particulier.

Remplir le grenier à crédit

La loi oblige l'État à ranger une part du pétrole de côté pour ceux qui ne sont pas encore nés. L'intention est juste. Seulement, le grenier se remplit pendant que la dette emporte plus de neuf dixièmes de ce que l'État encaisse.

LE COMPTEUR · PAR **LA RÉDACTION**



Deux tuyaux partent du même robinet : l'un va au budget de l'année, l'autre à un fonds qui ne servira qu'à ceux qui ne sont pas nés.

Où va l'argent du pétrole ? La question revient dans les taxis, dans les salons, à la sortie des mosquées, et elle est parfaitement légitime : un pays qui voit partir des cargaisons depuis sa côte a le droit de demander ce qu'il en reçoit.

Dans notre numéro précédent, nous avions suivi les barils : production record à Sangomar, premières cargaisons de gaz à Grand Tortue Ahmeyim, et un budget qui n'attendait qu'une poignée de milliards. Reprenons donc la question par l'autre bout : non plus ce qui sort du sol, mais ce qui entre dans les caisses, et où cela va ensuite.

La réponse officielle tient dans un texte. La loi n° 2022-09 du 19 avril 2022, adoptée par l'Assemblée nationale le 11 avril de la même année, fixe la répartition et l'encadrement des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures. Vingt-trois articles, quatre principes.

CE QUE DIT LA LOI, EN QUATRE PRINCIPES

Un : interdiction de céder par anticipation les ressources d'hydrocarbures ou de les donner en garantie. Autrement dit, pas d'emprunt gagé sur des barils qui n'ont pas encore été pompés.

Deux : inscription intégrale au budget de l'État de toutes les recettes, fiscales et non fiscales, du pétrole et du gaz. Pas de caisse parallèle.

Trois : création d'un fonds intergénérationnel, qui reçoit **au minimum 10 %** des recettes.

Quatre : création d'un fonds de stabilisation, destiné à amortir les chocs de prix. Sa part est arrêtée par le Comité d'orientation stratégique du pétrole et du gaz.

LES TROIS DESTINATIONS

Le budget général · au maximum 90 % des recettes, pour les dépenses de l'année.
Le fonds de stabilisation · un coussin contre la chute des cours ; part fixée par le COS-Petrogaz.
Le fonds intergénérationnel · au minimum 10 %, placé pour ceux qui viendront après. Le Fonds souverain d'investissements stratégiques (FONSIS) est pressenti comme gestionnaire opérationnel, avec une doctrine de placements à faible risque, et donc à faible rendement.

CE QUE LES CHIFFRES DISENT

Il faut maintenant passer du principe au montant, et l'écart surprend. Le document de programmation budgétaire et économique

pluriannuelle 2026-2028 retient **61,59 milliards de francs CFA** de recettes d'hydrocarbures en 2026, 91,93 milliards en 2027 et 73,70 milliards en 2028. Nos lecteurs attentifs noteront que le chiffre de 2026 a été revu à la baisse depuis les 76 milliards évoqués dans notre numéro d'août.

Sur la période 2024-2026, les revenus nets du pétrole et du gaz représentent, selon l'institut Natural Resource Governance Institute, entre **1,1 % et 1,6 %** des recettes budgétaires de l'État, et entre 0,24 % et 0,33 % du produit intérieur brut. Le pic est attendu autour de 2029, à environ 5,5 % des recettes.

61,59 Mds

FCFA attendus du pétrole et du gaz en 2026 (DPBEP 2026-2028)

12,5 Mds

FCFA effectivement encaissés au premier trimestre 2026, pour 13,8 attendus

Dix pour cent de 61,59 milliards, c'est un peu plus de 6 milliards de francs par an. Pour se représenter la somme : de quoi construire et équiper un gros lycée, une fois. Pas chaque année et dans chaque région. Une fois. Projeté sur trois décennies et placé, le fonds intergénérationnel pourrait, selon la même source, dépasser **2,5 milliards de dollars** à l'horizon 2056 si le cadre juridique actuel est maintenu. C'est considérable. C'est aussi très loin.

L'ARITHMÉTIQUE QUI DÉRANGE

Voici le point que la discussion publique évite. En 2026, le service de la dette du Sénégal, capital et intérêts, s'établit à **5 497,9 milliards de francs CFA**, soit environ 93 % des recettes budgétaires et plus des trois quarts des dépenses totales. L'Eurobond émis en juin 2024 porte un taux de 7,75 %. Le rendement attendu d'un fonds souverain prudent est estimé à environ 5 %.

93 %

la part des recettes budgétaires de 2026 absorbée par le service de la dette

Placer de l'argent à 5 % quand on en emprunte à 7,75 %, c'est perdre la différence. C'est pourquoi le NRGI recommande explicitement de **différer les dépôts** dans le fonds intergénérationnel tant que le coût de la dette extérieure reste nettement supérieur au rendement attendu, et d'affecter ces marges à la réduction du déficit.

« Un fonds souverain alimenté à crédit reste un emprunt. On lui a seulement donné un plus beau nom. »

L'argument inverse existe, et il est sérieux. Un fonds qu'on n'alimente pas au début n'est jamais alimenté : chaque année apporte une urgence qui justifie de reporter. La règle des 10 % vaut précisément parce qu'elle est automatique et qu'elle résiste aux urgences. Entre la discipline d'épargne et l'arithmétique du taux, il n'y a pas de bonne réponse : il y a un choix politique, et ce choix mérite d'être expliqué.

REPÈRES · LE CADRE BUDGÉTAIRE 2026

Recettes budgétaires · 5 932,1 milliards FCFA prévus.

Service de la dette · 5 497,9 milliards FCFA, soit environ 93 % des recettes.

Déficit prévu · 5,37 % du PIB, soit 1 245 milliards, pour une cible de 3 % en 2027.

Dette de l'administration centrale · 105,7 % du PIB fin 2024 selon la Cour des comptes.

Dette financière de PETROSEN · environ 998,1 milliards FCFA en 2024.

Programme avec le FMI · suspendu à la date de publication.

CE QU'IL FAUDRAIT PUBLIER

Au-delà du débat sur le calendrier, trois demandes reviennent dans tous les rapports sérieux, et elles sont peu coûteuses.

Les audits de coûts pétroliers : aucun n'a été rendu public après 2021. Or ce sont eux qui déterminent la part de l'État : plus les coûts déclarés par les opérateurs sont élevés, moins l'État touche.

Les lignes directrices d'investissement du fonds intergénérationnel, et un rapport annuel public sur son solde. Un fonds dont personne ne connaît le montant reste une intention.

Le suivi des projets financés : montants engagés, résultats, état d'avancement, ligne par ligne.

LA PROCHAINE FOIS DANS LE COMPTEUR

Nous suivrons le solde réel du fonds intergénérationnel, s'il est publié, et le contenu des audits de coûts. Si vous travaillez dans le secteur et disposez de documents publics que nous aurions manqués, écrivez-nous.

Le pétrole sénégalais ne rendra personne riche en 2026 : il représente aujourd'hui à peine plus d'un centième des recettes de l'État. Ce qu'il peut faire, en revanche, c'est financer une habitude, celle de publier ce que l'on encaisse et ce que l'on met de côté. Cette habitude-là vaut plus de 2,5 milliards de dollars.

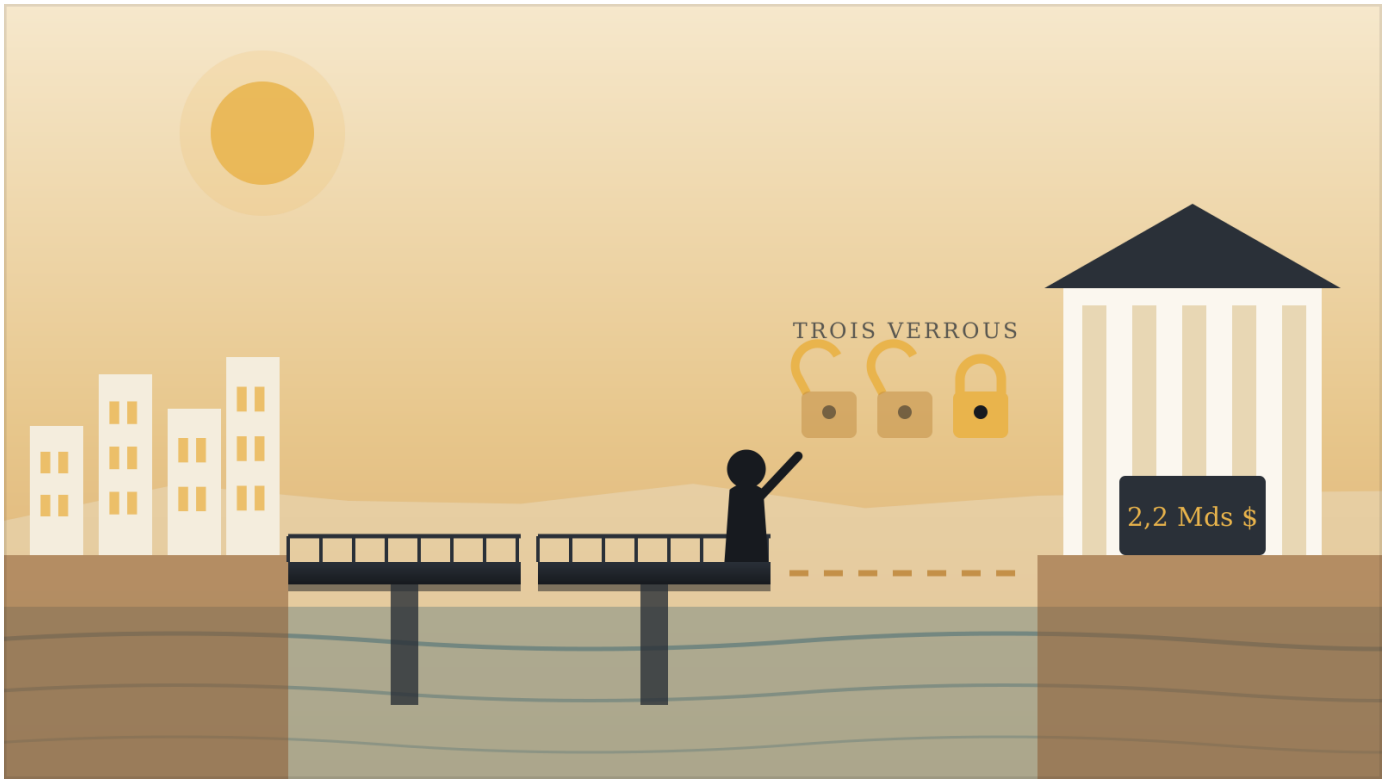
Sources : loi n° 2022-09 du 19 avril 2022 relative à la répartition et à l'encadrement de la gestion des recettes issues de l'exploitation des hydrocarbures · DPBEP 2026-2028, ministère des Finances et du Budget · rapport d'exécution budgétaire du premier trimestre 2026 · *Le Sénégal face à ses premiers revenus pétroliers et gaziers*, Natural Resource Governance Institute, juin 2026 · Cour des comptes. Les projections à long terme sont des estimations conditionnées aux prix du brut et au maintien du cadre juridique actuel.

ÉCONOMIE · DETTE PUBLIQUE

La signature qui manque

Le 1er septembre, le Sénégal et le FMI s'entendaient sur un programme de 2,2 milliards de dollars. Le 3 novembre, l'Assemblée nationale a rejeté le budget rectificatif qui devait en porter les comptes. Deux signatures manquent désormais, et elles ne dépendent pas des mêmes personnes.

ENQUÊTE · PAR **MALICK HANNE**



Les techniciens signent d'abord, le conseil tranche ensuite. Entre les deux, il faut que les comptes passent devant les députés.

Pendant deux semaines, en août, des gens ont travaillé porte close dans un bâtiment de Dakar. D'un côté, des fonctionnaires sénégalais avec leurs classeurs. De l'autre, une mission du Fonds monétaire international conduite par Mercedes Vera Martin. Ils sont sortis le 1er septembre avec un texte, et Washington a publié un communiqué le jour même.

Les termes sont précis : une facilité élargie de crédit de trente-six mois, portant sur 1 537,1 millions de droits de tirage spéciaux (environ 2,2 milliards de dollars, soit 475 % de la quote-part du Sénégal) pour un programme couvrant 2026 à 2029. Deux mois plus tard, cet accord tient en suspens.

LE VOCABULAIRE, EN TROIS MOTS

Accord au niveau des services · les équipes techniques du Fonds et du gouvernement s'entendent sur le contenu d'un programme. C'est un projet abouti, pas une décision.

Approbation du Conseil · le conseil d'administration du FMI, où siègent les États membres, valide ou non. C'est cette étape qui déclenche le premier versement.

Facilité élargie de crédit · un prêt de long terme à taux réduit, révisé à chaque revue : si une revue échoue, la tranche suivante ne part pas.

LE 3 NOVEMBRE, À L'ASSEMBLÉE

Un programme avec le Fonds repose sur une trajectoire budgétaire chiffrée. Au Sénégal, cette trajectoire devait être inscrite dans une loi de finances rectificative pour 2026, votée par les députés. C'est ce texte qui est tombé.

Le 3 novembre, l'Assemblée a adopté une question préalable déposée par Amadou Ba, député du groupe majoritaire Pastef. La procédure met fin à l'examen sans que les articles soient discutés. Le premier décompte a donné 109 voix pour la question préalable, 20 contre et 3 abstentions sur 132 votants ; après prise en compte de dix-sept procurations, le rejet est monté à 126 voix.

Ce n'était pas une surprise. La commission des finances avait déjà écarté le texte les 23 et 30 octobre, et le gouvernement l'avait fait renvoyer en commission le 27 sans que les positions se rapprochent. Le 19 octobre, le président de l'Assemblée nationale, Ousmane Sonko, élu à ce poste le 25 mai, avait annoncé que son groupe ne voterait pas le texte.

126

voix contre la loi de finances rectificative, le 3 novembre, dont celles de la majorité elle-même

CE QUE DISAIT CE BUDGET

Le texte rectifiait les comptes de l'année en cours dans un sens peu confortable. Les recettes étaient ramenées de 6 188,8 à **5 848,7 milliards** de francs, les dépenses relevées de 7 433,9 à 7 583,9 milliards. Le déficit passait ainsi de 5,4 % à **7,6 % du produit intérieur brut**, soit 1 735,2 milliards.

Deux lignes expliquent l'essentiel de l'écart. Les subventions à l'énergie augmentaient de 540,3 milliards. Et pour les financer, 555 milliards de crédits d'investissement étaient retirés.

7,6 %

du PIB : le déficit révisé que portait le texte rejeté, contre 5,4 % prévus

540 Mds

de subventions supplémentaires à l'énergie, financées en coupant l'investissement

LES DEUX ARGUMENTS, TELS QU'ILS SONT POSÉS

Les députés de la majorité invoquent la sincérité budgétaire. Ils jugent les prévisions peu crédibles, doutent que l'État puisse exécuter avant la fin de l'année les investissements financés de l'extérieur, et relèvent que certains documents sur les dépenses d'investissement et sur la dette ne leur ont pas été transmis.

Le ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, conteste le défaut de crédibilité. Selon lui, le désaccord réel porte sur le Plan de redressement économique et social, et la procédure aura servi à éviter le débat de fond sur l'orientation de la politique gouvernementale.

Quatre jours plus tard, le 7 novembre, la commission des finances a écarté à son tour la première partie du projet de loi de finances pour 2027, celle qui porte les recettes et la dette. Deux députés seulement auraient voté pour. Ce projet prévoyait 5 653,9 milliards de recettes, 7 005,6 milliards de dépenses et un déficit de 1 351,7 milliards, soit 4,7 % du PIB, avec un doublement des bourses de sécurité familiale de 70 à 140 milliards.

Un pays peut se passer longtemps d'un prêt. Il se passe plus difficilement d'un budget voté.

CE QUE CELA CHANGE POUR L'ACCORD

Le conseil d'administration du FMI ne s'était toujours pas prononcé avant ce vote, et trois conditions restaient à lever : des mesures correctives décisives permettant d'obtenir une dérogation après la communication de données erronées, des assurances de financement auprès des partenaires, et l'achèvement de l'analyse de viabilité de la dette.

Il faut désormais y ajouter une quatrième difficulté, d'ordre interne : la trajectoire sur laquelle le Fonds a donné son accord technique n'a pas reçu l'aval du Parlement. Selon les estimations qui circulent, un blocage de deux à trois mois pourrait imposer une dérogation supplémentaire et repousser une première tranche de l'ordre de 300 à 400 millions de dollars.

CE QUE L'ÉTAT PEUT ENCORE FAIRE

Les instruments existent, et ils sont connus. L'exécutif dispose des décrets d'avance pour les dépenses urgentes. Il peut engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée. Et à partir du 2 décembre, la période de deux ans qui protège l'Assemblée issue des législatives de novembre 2024 s'achève : la dissolution redevient juridiquement possible.

Des médiations sont en cours, menées notamment par des chefs religieux et des organisations de la société civile. L'opposition parlementaire a fait savoir qu'elle ne bloquerait pas la rectificative, pour éviter la paralysie.

REPÈRES · D'UN ACCORD À UN BLOCAGE

Février et mars 2025 · La Cour des comptes établit une dette non déclarée de 2019 à 2024, de l'ordre de 4 245 milliards FCFA. Le FMI confirme et suspend le programme de 1,8 milliard de dollars.

1er septembre 2026 · Accord au niveau des services : **2,2 Mds $** sur 36 mois.

19, 23, 27 et 30 octobre · La majorité annonce son refus ; la commission rejette deux fois ; le texte est renvoyé en commission sans accord.

3 novembre · L'Assemblée rejette la rectificative par question préalable, 126 voix.

7 novembre · La commission écarte la première partie du budget 2027.

2 décembre · Fin de la période protégée de l'Assemblée.

CE QUE CELA CHANGE POUR UN MÉNAGE

Indirectement, mais réellement. Un désaccord budgétaire ne se lit pas sur une quittance d'électricité. Il se lit six mois plus tard, quand une subvention est rabotée, quand un recrutement est gelé, ou au contraire quand un fournisseur de l'État est enfin payé et peut régler ses ouvriers. Les 300 milliards annoncés pour apurer les dettes de l'État envers les entreprises relèvent exactement de cette catégorie.

Le service de la dette, lui, ne se discute pas : il atteint 5 497,9 milliards en 2026, soit environ 93 % des recettes budgétaires. Ces échéances tombent que le budget soit voté ou non.

CE QUE NOUS SURVEILLERONS

La date d'un nouvel examen du texte, et sous quelle forme. Le passage du dossier devant le conseil d'administration du FMI. Le périmètre du traitement de dette, créancier par créancier. Et la publication, ou non, des documents d'exécution que les députés disent n'avoir pas reçus : c'est par là que le désaccord a commencé.

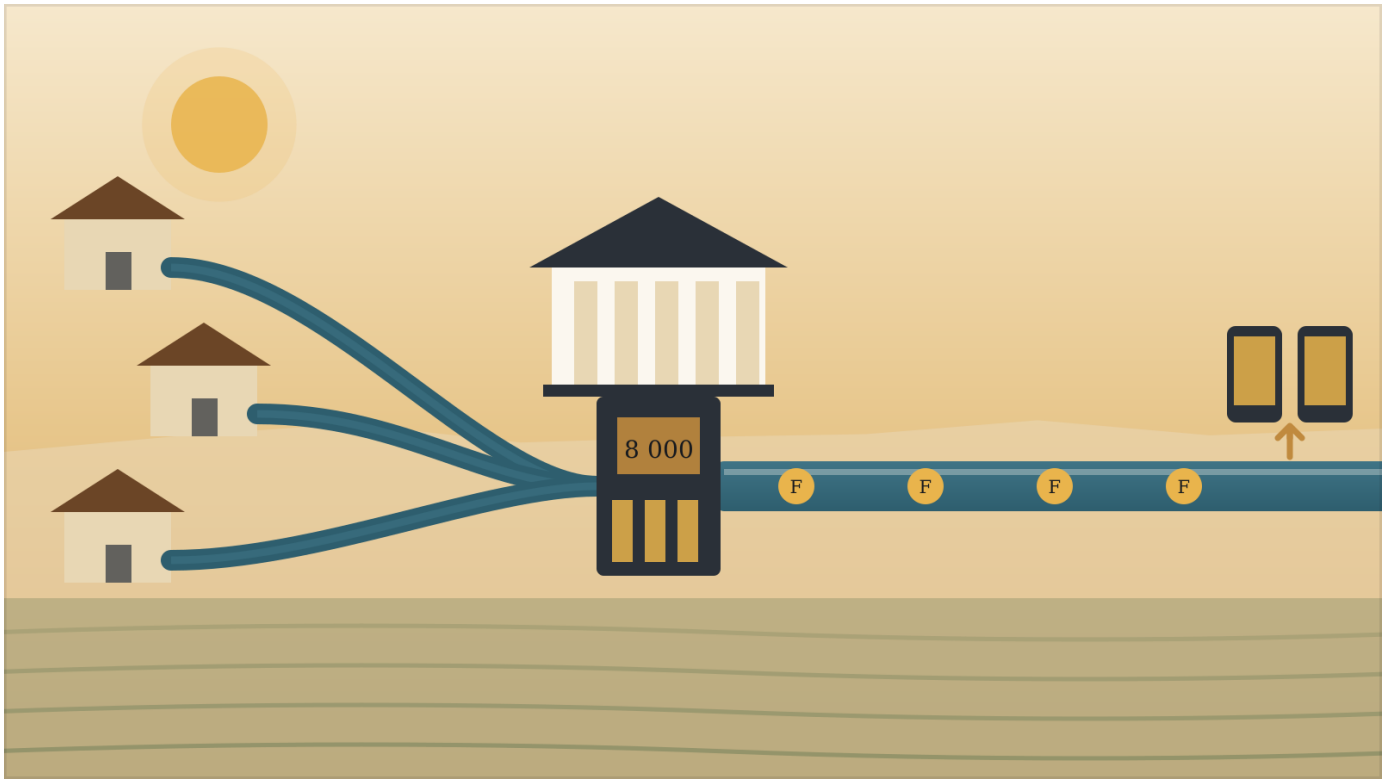
Dans une négociation, la transparence vaut autant qu'un argument. Le Sénégal vient de le vérifier deux fois : une première en 2025, quand la dette non déclarée a coûté un programme entier ; une seconde cet automne, quand des documents manquants ont suffi à faire tomber un budget. La leçon est la même dans les deux cas, et elle ne coûte rien à appliquer.

Sources : communiqué du FMI du 1er septembre 2026 · comptes rendus des séances et travaux de commission de l'Assemblée nationale, octobre et novembre 2026, tels que rapportés par la presse nationale · déclarations du ministre des Finances et du Budget · rapport de la Cour des comptes de février 2025. Le rejet en commission du budget 2027 était, à la date de bouclage, rapporté par la presse sans confirmation officielle du décompte. Les montants de dette non déclarée varient selon le périmètre retenu ; nous retenons le chiffre documenté par la Cour des comptes et confirmé par le Fonds.

Le lit du Pactole

Depuis le 2 novembre, tout transfert entre un compte bancaire et un compte Wave ou Orange Money doit passer par une plateforme de la Banque centrale. Gratuit jusqu'à huit mille francs par jour. Au-delà, la commission revient.

ENQUÊTE · PAR **SERIGNE FALL**



Un fleuve ne choisit pas son lit : on le lui creuse. Depuis le 2 novembre, celui de la monnaie électronique n'en a plus qu'un seul.

Le 2 novembre au matin, des gens ont voulu envoyer de l'argent depuis leur compte en banque vers un compte Wave ou Orange Money, comme ils le font chaque semaine. L'opération a échoué. Pas d'explication à l'écran, pas de message préalable, pas de période de transition. Les réseaux sociaux se sont remplis de captures d'écran et de questions.

Ce qui s'était passé tient en une ligne : ce jour-là, la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest a rendu obligatoire le passage par sa propre plateforme, la PI-SPI, pour tous les transferts de monnaie électronique entre prestataires différents.

Ce qu'est cette plateforme, en langage ordinaire

Les Anciens racontaient qu'un roi nommé Midas, condamné à changer en or tout ce qu'il touchait, alla se laver les mains dans un fleuve de Lydie. Depuis, disaient-ils, le sable du Pactole roulait de l'or, et ce fleuve fit la fortune des rois qui vinrent après lui. Le mot nous est resté : toucher le pactole, c'est tomber sur la richesse.

Un fleuve, pourtant, ne vaut que par son lit. Imaginez un quartier où chaque maison a creusé sa propre rigole pour amener l'eau depuis le canal. Les rigoles ne se rejoignent pas. Pour faire passer un seau d'une maison à l'autre, il faut sortir, marcher, payer un porteur.

La PI-SPI est un lit unique, creusé par la Banque centrale, dans lequel toutes les maisons doivent désormais verser. L'eau circule plus vite et sans porteur. En échange, c'est la Banque centrale qui tient la pelle, et qui voit passer l'or.

Trois mots à démêler

La monnaie électronique · l'argent que vous avez dans Wave, Orange Money ou Flash. Ce sont des francs CFA ordinaires, déposés chez un opérateur. Rien de nouveau.

La PI-SPI · le chemin par lequel cet argent circule entre deux opérateurs différents. Une tuyauterie, pas une monnaie.

La monnaie numérique de banque centrale · une vraie monnaie émise directement par la Banque centrale, sans billet. Elle n'existe pas encore chez nous. La BCEAO en est au stade de l'étude de faisabilité.

La distinction mérite qu'on s'y arrête, parce que la confusion s'est installée en quelques jours. Le franc CFA n'a pas changé, et votre argent n'a pas changé de nature. Seul son lit a changé.

HUIT MILLE FRANCS, LE CHIFFRE À RETENIR

Voici la règle, telle qu'elle s'applique à vous.

Envoyer est gratuit jusqu'à 8 000 francs cumulés par jour, par personne et par opérateur. Deux envois de 4 000 francs dans la même journée chez le même opérateur épuisent le plafond. Un troisième envoi, même de 500 francs, sort du gratuit.

Au-delà du seuil, une commission peut s'appliquer, plafonnée à 0,8 % hors taxe. Sur un envoi de 50 000 francs, cela fait au maximum 400 francs. Sur 200 000 francs, au maximum 1 600 francs.

Recevoir reste gratuit, sans aucun plafond. Et le montant que vous pouvez détenir sur un compte de monnaie électronique est passé de 2 à 4 millions de francs le même jour.

8 000 F

par jour, par personne et par opérateur : le plafond de gratuité pour envoyer

0,8 %

la commission maximale au-delà de ce plafond, hors taxe

POURQUOI LA BANQUE CENTRALE A FAIT CELA

La réponse tient dans deux chiffres de 2024. Les banques ne traitaient alors que 18 % des opérations de monnaie électronique, contre environ 82 % pour les opérateurs privés. Et trois réseaux à eux seuls portaient plus de 80 % des transactions et plus de 90 % de leur valeur.

82 %

la part des opérations de monnaie électronique traitées en 2024 hors du circuit bancaire

Autrement dit, l'argent des ménages circulait massivement en dehors du canal que la Banque centrale supervise directement, et il se concentrait entre trois mains. En construisant le chemin et en le rendant obligatoire, l'institution reprend sa place d'opérateur de l'infrastructure, et elle retrouve la vue sur les flux.

On ne change pas la valeur de l'or en changeant le lit du fleuve. On change qui tient la pelle, et qui regarde passer l'eau.

CE QUE VOUS Y GAGNEZ

Le gain le plus net concerne les petits envois quotidiens. Mille francs au neveu pour le transport, deux mille à la maison pour le poisson : ces montants-là passent désormais d'un réseau à l'autre sans frais, et sans qu'il faille chercher un agent.

Le second gain est la fin de l'enfermement. Jusqu'ici, envoyer de l'argent à quelqu'un qui n'était pas sur le même réseau que vous supposait un détour, parfois un retrait en espèces et un nouveau dépôt. Deux opérations, deux commissions.

CE QUI COINCE, ET QU'IL FAUT DIRE

Le seuil est bas. Le transfert moyen entre particuliers constaté en 2024 dépassait le double de 8 000 francs. La plupart des envois réels se situent donc au-dessus de la gratuité.

Le retrait en espèces n'entre pas dans le dispositif. Or en 2024, environ 88 % de la monnaie électronique déposée ressortait en liquide. C'est à ce moment précis que l'usager paie, et c'est de là que vivent les agents de quartier. La réforme ne touche pas cette commission.

La transition a été rude. Pas de période d'essai, des opérations qui échouent, des usagers qui découvrent la règle en la subissant. Les institutions de microfinance, elles, ont jusqu'au 30 juin 2027 pour se brancher.

Trois risques sont posés par les économistes qui suivent le dossier. Une fraude instantanée est presque impossible à annuler. Une panne de la plateforme centrale arrêterait tout le monde en même temps. Et la centralisation des flux pose la question de ce que l'État peut voir de vos mouvements d'argent.

REPÈRES · LA PI-SPI EN DATES ET EN CHIFFRES

30 septembre 2025 · Lancement de la plateforme, sur base volontaire.

Juillet 2026 · Plus d'un million d'opérations et 110 milliards de francs depuis le lancement.

30 septembre 2026 · **175 établissements** connectés, dont 43 au Sénégal et 38 en Côte d'Ivoire. Plus de 38 millions de personnes ont accès au service.

2 novembre 2026 · Le passage par la plateforme devient obligatoire. Plafond de détention porté de 2 à 4 millions de francs.

1er juin 2027 · Extension des mêmes conditions aux transferts entre pays de l'Union.

30 juin 2027 · Date limite pour les institutions de microfinance.

CE QUE NOUS SURVEILLERONS

La commission réellement pratiquée par chaque opérateur au-dessus du seuil, qui n'a pas été publiée. Le sort du tarif de retrait en espèces, là où se joue l'essentiel de la dépense des ménages. Et le premier incident sérieux sur la plateforme, parce qu'un chemin unique n'a pas de chemin de rechange.

Reste une question que personne ne pose encore à voix haute. Un pays dont l'argent n'a plus qu'un lit gagne en rapidité ce qu'il perd en voies de secours. Le jour où le lit s'ensable, il n'y a plus de seau à faire passer de maison en maison. La Banque centrale a gagné la maîtrise du passage ; elle en porte désormais la responsabilité entière.

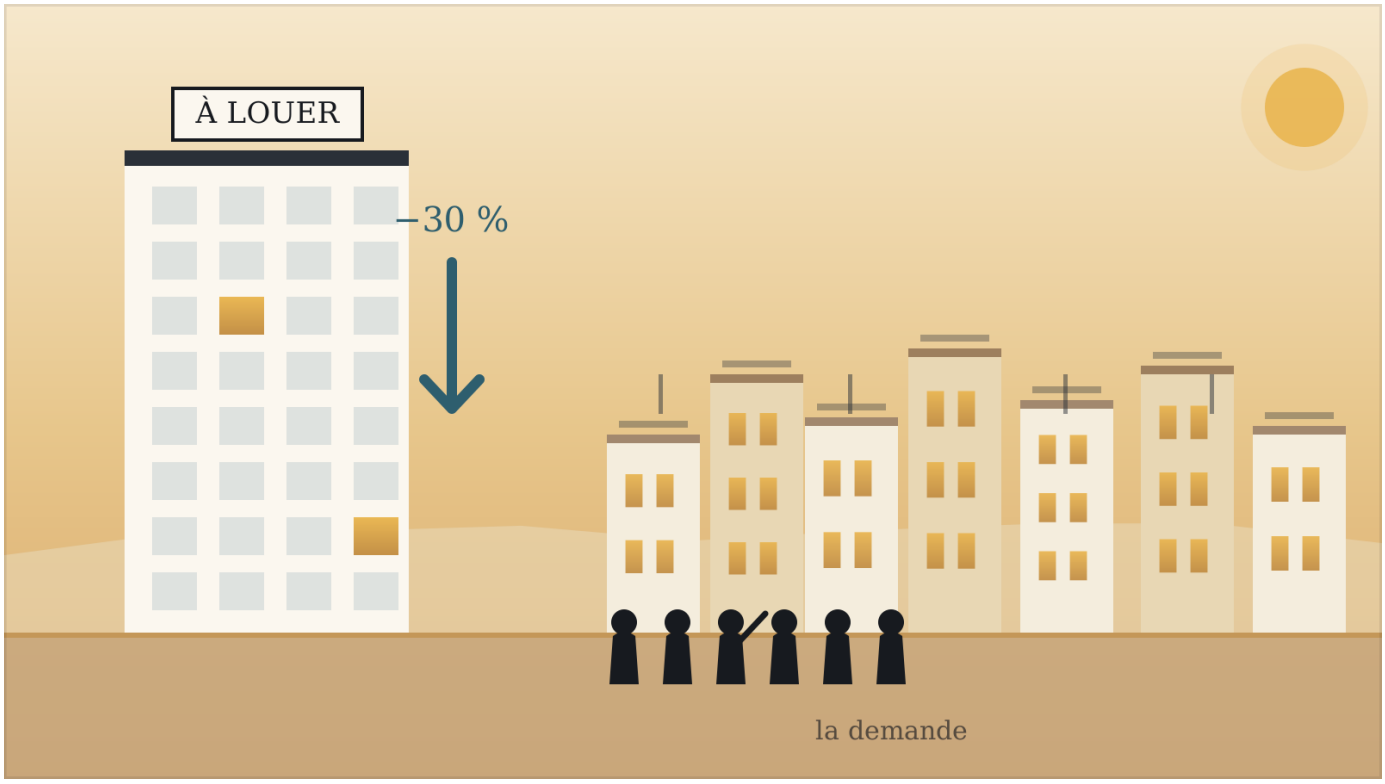
Sources : communiqués et rapport annuel de la BCEAO · chiffres d'activité de la plateforme publiés en juillet et septembre 2026 · analyses de presse parues en novembre 2026 sur la tarification et ses effets · témoignages d'usagers rapportés par la presse nationale. Le taux de commission réellement appliqué au-dessus du seuil de gratuité n'a pas été publié à la date de bouclage ; nous indiquons le plafond réglementaire.

SOCIÉTÉ · LOGEMENT

Le marché baisse là où personne n'habite

Trois textes en douze ans, une commission nationale, des commissions départementales. Et pourtant, à Dakar, le loyer qui baisse est celui des villas des Almadies, pendant que la chambre à louer de Yeumbeul reste introuvable.

ENQUÊTE · PAR **MOUSSA SENE TÉLÉMAQUE SOW**



Deux marchés dans une seule ville : l'un se vide et baisse ses prix, l'autre se remplit et les tient.

Prenez une institutrice affectée à Yeumbeul. Salaire régulier, avis d'affectation en poche, et une limite qu'elle ne peut pas dépasser : soixante-quinze mille francs par mois, transport compris. Elle cherche depuis des semaines. Elle visite des chambres sans fenêtre, s'entend demander six mois d'avance, et repart.

À vingt kilomètres de là, aux Almadies, des appartements neufs attendent un locataire depuis huit mois. Leur loyer a baissé de 10 % à 30 % en deux ans, et la durée pendant laquelle ils restent vides est passée de quatre à huit mois, parfois dix. C'est la Fédération des agences et courtiers immobiliers du Sénégal qui le dit, début octobre.

On pourrait voir dans cette baisse une victoire. Ce n'en est pas une, parce qu'elle ne tombe pas sur la bonne tête. La demande de petites surfaces abordables, elle, reste massivement insatisfaite, et c'est elle qui concerne l'écrasante majorité des ménages.

DOUZE ANS DE TEXTES

L'État n'est pourtant pas resté inactif. Le pays a légiféré trois fois sur le même sujet en douze ans.

La **loi n° 2014-03** instaure une première baisse administrée des loyers à usage d'habitation, assortie d'un mécanisme de contrôle. Son application s'est révélée inégale, et le dispositif s'est progressivement affaibli.

Le **décret n° 2023-382**, entré en vigueur le 1er mars 2023, reprend le chantier avec un barème précis : 15 % de baisse pour les loyers jusqu'à 300 000 francs, 10 % de 300 001 à 500 000 francs, 5 % au-delà. Il encadre aussi ce qui, dans la pratique, pèse plus lourd que le loyer lui-même.

CE QUE LE DÉCRET DE 2023 A CHANGÉ, AU-DELÀ DU PRIX

La caution · pour les baux jusqu'à 500 000 F, elle ne peut excéder deux mois ; un seul mois est exigible à l'entrée, le second étant étalé en douze versements.

Les avances · le loyer n'est pas payable d'avance ; il est dû à l'issue du mois d'occupation.

Les frais d'agence · ramenés à un demi-mois de loyer pour les baux jusqu'à 500 000 F.

La régulation · création de la CONAREL, commission nationale de régulation des loyers, présidée par Momar Ndao, déclinée en commissions régionale et départementales, dont celles de Dakar, Guédiawaye, Keur Massar, Pikine et Rufisque, installées par le ministre chargé du Commerce.

LES PREMIERS RÉSULTATS, PUIS LE SILENCE

Les premiers mois ont donné des chiffres encourageants. Les prix des nouveaux baux d'habitation ont reculé d'environ 14,5 % en glissement annuel au premier trimestre 2023, puis de 14,6 % au troisième. Le premier rapport de la CONAREL recensait près de **3 000 réclamations**, dont plus de 2 100 traitées favorablement, l'écrasante majorité, quelque 98 %, provenant de la région de Dakar.

98 %

la part des réclamations adressées à la CONAREL qui provenaient de la seule région de Dakar

Ce chiffre dit deux choses. Que la pression locative est d'abord un problème dakarois. Et que, partout ailleurs, le dispositif reste largement inconnu des locataires.

LES TROIS CONTOURNEMENTS

Dès la première année, les professionnels du secteur ont documenté des pratiques que le texte ne couvre pas.

La hausse par anticipation. Certains bailleurs ont relevé leur loyer avant l'entrée en vigueur, de sorte que la baisse réglementaire s'applique à un prix déjà gonflé.

La résiliation-relocation. D'autres ont mis fin à des baux en cours pour relouer plus cher à un nouveau locataire, le barème s'appliquant au contrat et non au logement.

La sous-location. Dans les quartiers populaires, une part importante du marché ne passe par aucun contrat écrit : ni bail enregistré, ni quittance, ni recours. Le décret ne mord pas sur ce qui n'existe pas juridiquement.

On ne régule pas un marché dont la moitié n'est pas écrite. Le texte s'applique aux baux ; la ville, elle, se loue à la parole.

DEUX MARCHÉS DANS UNE SEULE VILLE

Les ordres de grandeur de 2026, exprimés en francs par mètre carré et par mois, montrent un écart de un à six entre les quartiers. Aux Almadies et à Ngor, on se situe entre 7 000 et 18 000 francs ; au Plateau, entre 6 000 et 15 000 ; à Fann Résidence, entre 6 000 et 13 000. À la Médina et à Rebeuss, la fourchette tombe entre 2 000 et 4 500 francs ; à Hann et aux Maristes, entre 2 500 et 6 000.

10 à 30 %

la baisse des loyers haut de gamme à Dakar en deux ans

4 → 8 mois

l'allongement de la vacance de ces mêmes logements

Le haut du marché baisse parce qu'il s'est construit pour une clientèle (expatriés, sièges d'organisations, cadres du privé) dont le nombre n'a pas suivi la production de villas. Le bas du marché, lui, ne baisse pas, parce que l'offre de petites surfaces décentes n'a jamais été construite. Entre les deux, les mêmes mètres carrés ne s'adressent pas aux mêmes gens.

REPÈRES · LE LOYER EN TROIS TEXTES

Loi n° 2014-03 · première baisse administrée des loyers à usage d'habitation.

Décret n° 2023-382 · entré en vigueur le 1er mars 2023 ; barème 15 % / 10 % / 5 %, encadrement de la caution, des avances et des frais d'agence.

CONAREL · commission nationale de régulation des loyers, et ses déclinaisons départementales dans la région de Dakar.

Premier bilan · environ 3 000 réclamations, plus de 2 100 issues favorables, 98 % en région de Dakar.

Octobre 2026 · haut de gamme en baisse de 10 à 30 % sur deux ans ; vacance portée de quatre à huit mois.

CE QUI MANQUE, ET QUI NE COÛTE PAS CHER

Trois mesures reviennent chez tous les praticiens, et aucune ne suppose un nouveau texte.

Un observatoire public des loyers, par quartier et par type de bien, publié trimestriellement. Aujourd'hui, les seules séries disponibles sont produites par des opérateurs privés, avec leurs méthodes et leurs angles morts.

Une obligation de quittance adossée à une démarche simple et gratuite : sans trace écrite, aucun locataire ne peut saisir une commission.

Un ciblage du neuf vers les petites surfaces. Les programmes publics de logement se jugent au nombre de ménages logés, pas au nombre de mètres carrés livrés.

ET AILLEURS QU'À DAKAR ?

La pression locative gagne les villes secondaires. À Diourbel, la flambée des loyers a été signalée dès le début de 2026 comme un poste majeur de dépense des ménages. La région de Dakar concentre les réclamations, mais plus pour longtemps : c'est là que les commissions départementales auront un rôle à jouer.

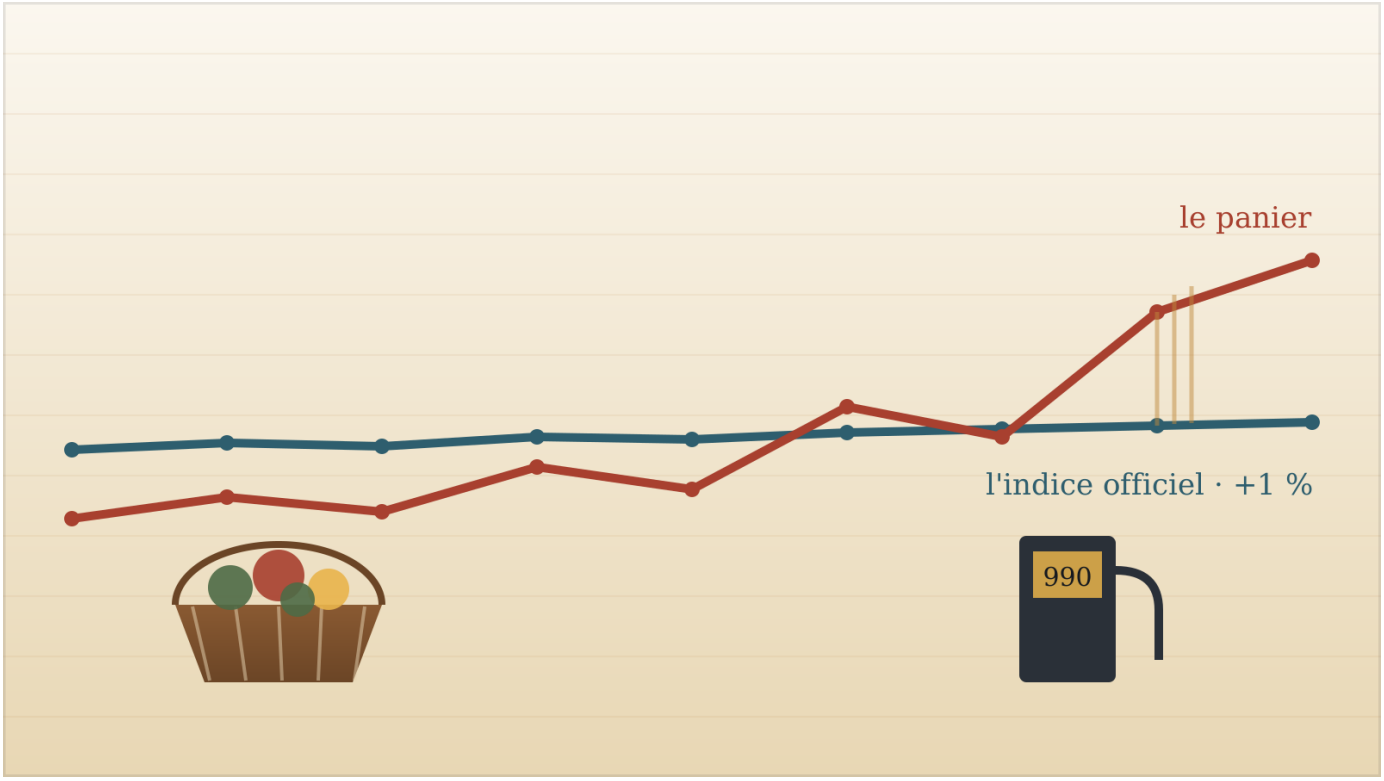
Un marché qui corrige ses excès par le haut s'ajuste simplement là où la demande a disparu. Cela ne s'appelle pas réguler. Tant que la chambre à louer de Yeumbeul restera introuvable, aucune statistique de baisse ne voudra dire grand-chose pour celui qui la cherche.

Sources : loi n° 2014-03 portant baisse du loyer des locaux à usage d'habitation · décret n° 2023-382, en vigueur au 1er mars 2023 · premier rapport de la CONAREL · données AML Services sur les nouveaux baux (2023) · Fédération des agences et courtiers immobiliers du Sénégal, octobre 2026 · relevés de loyers par quartier publiés en 2026. Les fourchettes par mètre carré sont des ordres de grandeur de marché, non des prix administrés.

L'indice et l'assiette

L'inflation annuelle est remontée à 1,6 %. Le poste qui a le plus augmenté en octobre n'est ni le riz ni le poisson : c'est l'école, à 2,4 % en un mois. Puis vient l'électricité.

BAROMÈTRE · PAR **LA RÉDACTION**



Un indice mesure une moyenne sur douze mois ; un panier se remplit chaque semaine. Les deux disent vrai, et ne disent pas la même chose.

Allez au marché un samedi matin et demandez le prix des feuilles de manioc. On vous répondra d'abord par un soupir, ensuite par un chiffre. Rentrez chez vous, ouvrez la note mensuelle de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie : les prix n'ont bougé que de **0,4 %** en octobre.

Les deux informations sont exactes. C'est ce qui rend la conversation si difficile, à la maison comme dans les débats publics. Un indice mesure la variation moyenne d'un panier fixe, pondéré par la consommation de l'ensemble de la population. Un ménage modeste, lui, ne consomme pas ce panier moyen.

LE CHIFFRE QUI REMONTE

Sur douze mois, l'inflation s'établit à **1,6 %** en octobre, après 1,0 % en septembre et 1,2 % en août. La spirale de 2022 et 2023, qui avait dépassé 9 %, est bien cassée. Mais la pente s'est redressée, et ce mouvement mérite d'être suivi plutôt que célébré.

1,6 %
l'inflation sur douze mois en octobre 2026, après 1,0 % en septembre

+0,4 %
la hausse des prix sur le seul mois d'octobre

LA RENTRÉE COÛTE PLUS CHER QUE LE MARCHÉ

Voici le fait du mois, et il ne concerne ni le marché ni la pompe. Le poste **enseignement** a progressé de 2,4 % en octobre, la plus forte hausse de tous les postes. L'ANSD l'attribue au relèvement des tarifs et à la revalorisation des frais de scolarité.

Pour une famille de trois enfants scolarisés dans le privé, cette ligne pèse davantage, un mois d'octobre, que la hausse du sac de riz. Elle n'apparaît pourtant jamais dans les conversations sur la cherté de la vie, parce qu'elle se paie une fois l'an et qu'on l'appelle autrement : la rentrée.

LE RELEVÉ DU MOIS · VARIATIONS MENSUELLES, OCTOBRE 2026

Enseignement · **+2,4 %**, la plus forte hausse du mois

Électricité · +3,8 % · **Eau du réseau** · +1,9 %

Logement, eau, électricité, gaz · +0,9 % pour l'ensemble du poste

Alimentation et boissons non alcoolisées · +0,4 %

Loisirs et culture · +0,8 % · **Restaurants et hébergement** · +0,7 %

Vêtements et chaussures · +0,3 % · **Ameublement** · +0,1 %

Transports · −0,2 % · **Santé et soins personnels** · −0,1 %

CE QUE SEPTEMBRE AVAIT LAISSÉ

Le mois précédent avait connu une secousse d'une tout autre ampleur sur l'alimentaire. Les légumes feuilles avaient bondi de 23,9 % en trente jours, les tubercules de 5,4 %, les légumes fruits de 4,4 %. La viande fraîche avait pris 3,5 %, le poisson transformé 3,7 %.

Cette flambée tenait à la soudure, ce creux entre la fin de la campagne maraîchère et les premières récoltes. Elle se répète chaque hivernage, et elle est pour une bonne part prévisible.

CE QUE COÛTE L'ABSENCE DE STOCKAGE

Une hausse saisonnière de cette ampleur tient moins au climat qu'à la conservation et au calendrier. Un pays qui produit assez d'oignons pour quatre mois et en importe pendant huit paie deux fois : une fois en devises, une fois en prix de marché pendant la soudure. Les relevés de l'été le montraient déjà. Entre juin et juillet, le kilo d'oignon importé passait de 320 à 433 francs à Diourbel, et de 596 à 793 francs à Saint-Louis.

LE CARBURANT, TOUJOURS AU MÊME PRIX

Nos lecteurs se souviennent de notre numéro d'août : le 15, le supercarburant était passé de 920 à 990 francs le litre, et le gasoil de 680 à 755 francs. Ces prix n'ont pas bougé depuis.

990 F

le litre de supercarburant depuis le 15 août 2026 (920 F auparavant)

755 F

le litre de gasoil depuis la même date (680 F auparavant)

Le poste transport a même reculé de 0,2 % en octobre. Pour un ménage qui prend le car rapide et jamais l'avion, cette baisse moyenne ne se voit nulle part.

La moyenne nationale additionne le billet d'avion de l'un et le trajet en car de l'autre. Elle produit un chiffre exact dont personne ne fait l'expérience.

LE LOCAL COÛTE PLUS CHER QUE L'IMPORTÉ

Dernier enseignement, et il mérite d'être regardé en face par ceux qui font la politique agricole. Sur douze mois, les produits locaux ont renchéri de **2 %** quand les produits importés n'augmentaient que de 0,2 %.

L'écart s'est creusé depuis septembre, où il était de 1,4 % contre une baisse de 0,2 %. Pour une politique de souveraineté alimentaire, c'est une donnée gênante : consommer local coûte aujourd'hui plus cher au ménage que son contraire, et l'écart grandit.

NOTRE MÉTHODE

Le Baromètre Gorgorlou reprend les séries officielles de l'ANSD, publiées chaque mois, et les complète par des relevés de prix de détail rapportés par la presse nationale. Nous distinguons toujours la variation mensuelle de la variation annuelle : confondre les deux est la première source de malentendu dans le débat public sur la cherté de la vie. Les chiffres de ce numéro portent sur octobre 2026.

Une inflation à 1,6 % reste une bonne nouvelle au regard des trois dernières années. Elle signifie que la hausse a ralenti, pas que les prix ont baissé : ils ont cessé de monter vite, à un niveau qui demeure très au-dessus de celui de 2021. On ne récupère pas une hausse passée en ralentissant la suivante.

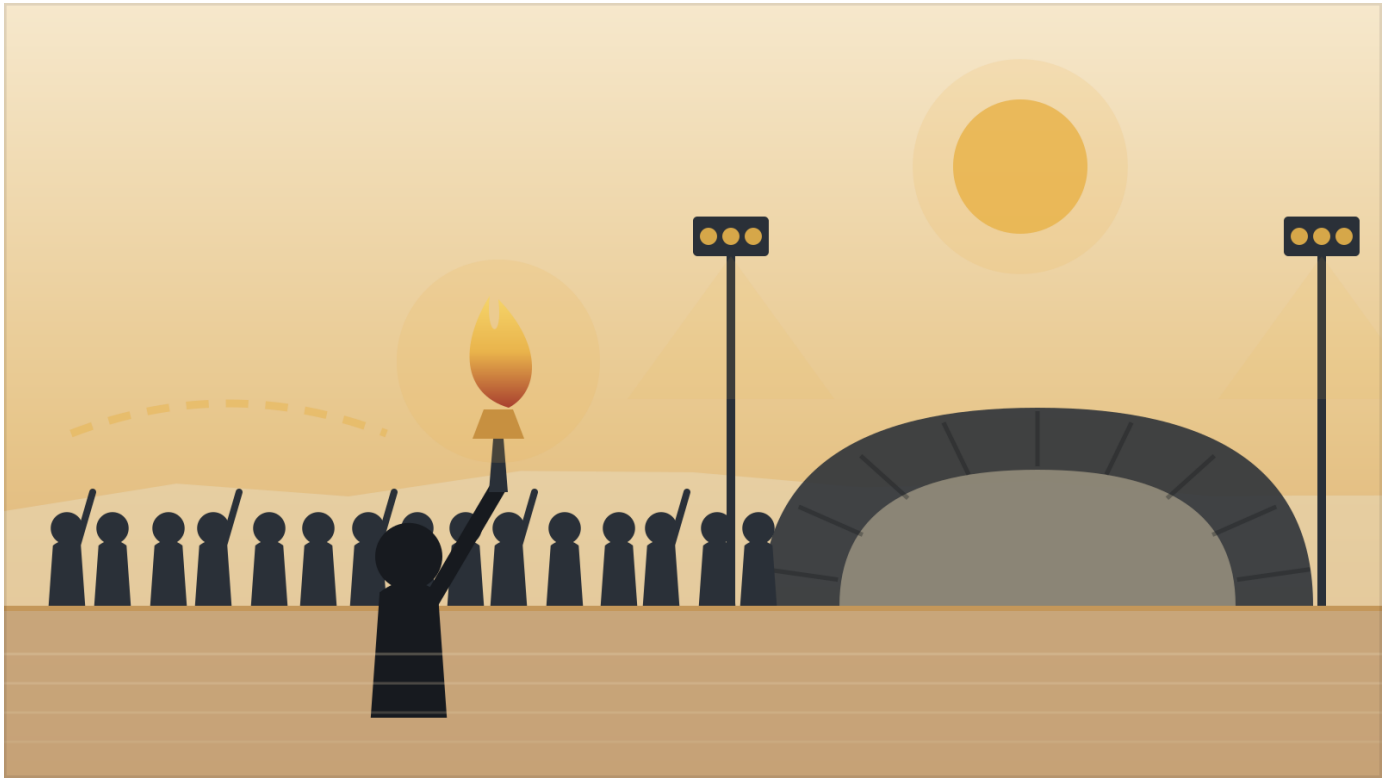
Sources : ANSD, Indice harmonisé des prix à la consommation, notes mensuelles de juillet, septembre et octobre 2026 · relevés de prix de détail rapportés par la presse nationale · barème des prix des hydrocarbures en vigueur depuis le 15 août 2026. Les variations sont mensuelles sauf mention contraire.

SOCIÉTÉ · ÉVÉNEMENT

Quatorze jours, et quarante ans

Douze médailles, dont cinq en or, et une sixième place mondiale. Les premiers Jeux olympiques jamais organisés en Afrique se sont refermés le 13 novembre sur une organisation saluée de partout. Reste la question d'après : que gardera-t-on maintenant que les caméras sont reparties ?

REPORTAGE · PAR **OUSSEYNOU OULIMATA GUÈYE**



La flamme a traversé quatorze régions et 3 650 kilomètres. Ce qu'elle a vraiment allumé se jugera dans cinq ans, quand les caméras seront reparties.

Le 27 septembre, peu avant quinze heures, mille six cents élèves attendaient dans la cour du lycée de la Zone de recasement, à Keur Massar. Ils attendaient une flamme. Elle est arrivée portée par sept personnes du département, au bout d'une caravane qui avait traversé les six communes : quatre heures pour faire ce que la circulation ordinaire rend déjà difficile un jour de semaine.

Pas de record battu ce jour-là, pas de médaille. Des enfants qui ont vu passer quelque chose qu'ils regardaient jusque-là à la télévision, et trente et un volontaires à l'ouvrage.

LE SOIR DU 31 OCTOBRE

La cérémonie d'ouverture a eu lieu le 31 octobre au soir, à Diamniadio, devant les délégations de plus de deux cents pays. Kiné Lam, Baaba Maal, Souleymane Faye et Daara J Family s'y sont succédé, et les tableaux consacrés à la lutte traditionnelle ont marqué les esprits.

Le président de la République a résumé la soirée en une ligne publiée dans la nuit : « Sénégal authentique ! Quel peuple ! Quelle culture ! » La présidente du Comité international olympique, Kirsty Coventry, a parlé d'un moment historique pour le Sénégal et pour l'Afrique. Reçue quelques jours plus tard au palais, elle a dressé un bilan positif de l'organisation.

Ce sont les quatrièmes Jeux olympiques de la jeunesse, et les premiers à se tenir en Afrique : tous Jeux confondus, d'été comme d'hiver, jeunesse ou seniors. Le continent a attendu cent trente ans pour accueillir un événement olympique.

LES JEUX EN CHIFFRES

2 700 athlètes de 15 à 17 ans, dont plus de 800 Africains et 136 Sénégalais.
25 sports officiels et 10 sports d'engagement, soit 35 disciplines.
239 épreuves : 114 masculines, 114 féminines, 11 en équipes mixtes.
8 sites sur trois villes, 6 000 volontaires, 153 cérémonies de médailles.
750 000 billets, dont 300 000 en billetterie solidaire ; 1 000 francs pour les clubs et les écoles.

LA MOISSON

Au coup de sifflet final, le 13 novembre à Saly, le Sénégal comptait **douze médailles : cinq en or et sept en bronze**, aucune en argent. Le pays termine sixième au classement général et troisième nation africaine, derrière l'Égypte et l'Éthiopie. Ces cinq titres sont les premiers qu'il remporte aux Jeux de la jeunesse.

LES DOUZE MÉDAILLES SÉNÉGALAISES

1er novembre · Matar Diop, judo 66 kg : bronze. La première du pays.

7 novembre · Elisabeth Diatta, lutte de plage 55 kg : **or**. Maguette Diop, 80 kg : **or**.

8 novembre · Ndèye Khady Anna Diatta, porte-drapeau, lutte de plage 45 kg : **or**. Ablaye Diouf, 90 kg : bronze.

9 novembre · Basket 3x3, équipe masculine : **or**. Équipe féminine : bronze.

Taekwondo · Marie Sarr, 55 kg : **or**. Aïda Touré, 63 kg, et Ameth Diop, 73 kg : bronze.

13 novembre, à Saly · Beach handball : bronze pour l'équipe féminine et pour l'équipe masculine, le dernier jour.

S'y ajoute le bronze d'Eden Kazoum au saut d'obstacles par équipes, que le règlement n'attribue à aucun pays, les équipes y étant mixtes.

Quatre titres sur cinq viennent de la lutte de plage et du basket 3x3, deux disciplines où l'on joue pieds nus ou sur un terrain réduit, sans équipement coûteux. Le cinquième revient à Marie Sarr, seize ans, en taekwondo.

L'échelle reste modeste : la Chine termine en tête avec trente-deux médailles dont dix-sept en or, devant le Japon. Ces délégations préparent ce genre de rendez-vous depuis des décennies, avec des moyens sans rapport avec les nôtres.

La parité mérite une seconde d'attention. Cent quatorze épreuves pour les garçons, cent quatorze pour les filles. Dans un pays où l'accès des filles au sport scolaire reste inégal selon les quartiers, ce chiffre vaut un discours. Six des neuf médailles sénégalaises ont d'ailleurs été gagnées par des filles.

COMBIEN ÇA COÛTE, VRAIMENT

La question circule depuis des mois, souvent avec le chiffre de quatre-vingts milliards. Le président du comité d'organisation l'a démenti et a donné le sien : le budget de fonctionnement du COJOJ s'établit à **32 milliards de francs CFA**, financé à 60 % par le Comité international olympique et ses partenaires.

32 Mds

FCFA : le budget de fonctionnement du comité d'organisation, financé à 60 % par le CIO et ses partenaires

Le reste (les routes, l'eau, les stades) relève de l'investissement de l'État, et c'est ce qui ne repart pas le 13 novembre. Le pays a choisi la rénovation plutôt que la construction neuve, sagesse rare dans l'histoire des grands événements sportifs.

« Nous ne promettons pas des Jeux parfaits, mais des Jeux authentiques. » La phrase est du président du comité d'organisation. Elle vaut mieux qu'un slogan.

LE VRAI SUJET : 2031

Les grands événements sportifs laissent partout deux sortes de bâtiments : ceux dont on se sert, et ceux qu'on photographie dix ans plus tard, envahis par les herbes. Le Sénégal a visiblement lu ces articles, et trois dispositions méritent d'être retenues.

Le village olympique de Diamniadio deviendra un campus universitaire après les Jeux. Les chambres d'athlètes deviendront des chambres d'étudiants : c'est la reconversion la plus simple et la plus sûre qui existe.

L'entretien des sites est confié à l'Agence de gestion du patrimoine bâti, et son financement est déjà inscrit en loi de finances. Un stade ne meurt pas d'avoir été construit, il meurt de n'avoir jamais eu de ligne budgétaire pour sa peinture.

Un Observatoire de l'Héritage, monté avec l'ANSD et l'UCAD, mesurera chaque année le taux d'occupation des équipements, le nombre de licenciés et les jeunes formés. L'objectif annoncé est de tripler l'accès des jeunes Sénégalais à des installations modernes.

CE QUE NOUS SURVEILLERONS, NOUS AUSSI

Le premier rapport de l'Observatoire de l'Héritage. Le taux d'occupation du stade Iba Mar Diop et de la piscine olympique en 2027, puis en 2028. Et la ligne d'entretien en loi de finances, année après année : c'est elle qui dira si l'héritage était une politique ou une formule.

UNE FLAMME, QUATORZE RÉGIONS

Avant les Jeux, la flamme a parcouru 3 650 kilomètres à travers les quatorze régions. C'est le seul moment où un événement mondial passe devant la porte de ceux qui n'iront pas à Diamniadio. Chaque étape a mobilisé une préfecture, un comité de pilotage, des maires, des services de l'État et des associations de quartier : des mois de réunions pour quatre heures de fête.

KEUR MASSAR, 27 SEPTEMBRE · L'ENVERS D'UNE APRÈS-MIDI

Un comité de pilotage présidé par le préfet, avec les trois sous-préfets, l'inspection de l'éducation, le médecin-chef, les forces de sécurité, les six maires et les mouvements de jeunesse. **Sept porteurs du flambeau** et **trente et un volontaires**, choisis dans le département. **Mille six cents élèves** au lycée de la Zone de recasement, de quinze à dix-neuf heures. Derrière cela : une réunion de préparation le 24 août, un arrêté, une lettre à l'inspection d'académie, une circulaire aux forces de sécurité. Multipliez par le nombre d'étapes.

REPÈRES · DAKAR 2026

31 octobre au 13 novembre · 239 épreuves sur 8 sites, à Dakar, Diamniadio et Saly.

Bilan sénégalais · **12 médailles**, 5 en or et 7 en bronze ; 6e au classement général, 3e nation africaine.

Mobilisation · 45 collectivités territoriales, 300 associations de navétanes, 12 000 établissements scolaires.

Après les Jeux · Village olympique converti en campus universitaire ; entretien confié à l'Agence de gestion du patrimoine bâti.

CE QU'ON PEUT EN ESPÉRER, SANS SE RACONTER D'HISTOIRES

Des Jeux ne développent pas un pays. Aucune étude sérieuse n'a jamais établi qu'un grand événement sportif, à lui seul, crée de la croissance durable. Promettre le contraire serait malhonnête, et nos lecteurs ont assez entendu de promesses.

Ce qu'un événement de cette taille peut faire est plus modeste et vérifiable. Il met des équipements là où il n'y en avait pas. Il forme des milliers de jeunes à l'organisation, à la sécurité et à la logistique, compétences qui restent dans les CV. Et il montre à une génération qu'un rendez-vous mondial peut se tenir chez elle, correctement, sans que personne ne vienne le faire à sa place.

Le reste dépendra de ce qu'on fera des clés une fois la fête finie. Dans cinq ans, un adolescent de Keur Massar nagera dans une piscine olympique ou il n'y nagera pas. C'est à cela, et à rien d'autre, qu'on mesurera ces quatorze jours.

Sources : comité d'organisation des JOJ Dakar 2026 · résultats officiels et comptes rendus de presse du 31 octobre au 13 novembre 2026 · présidence de la République et Comité international olympique · documents de préparation de l'étape de Keur Massar (Préfecture, août-septembre 2026). Le bilan sportif est celui arrêté à la clôture, le 13 novembre 2026.

Un socialisme sans Marx

Avant d'être un parti, le socialisme sénégalais fut une thèse : l'Afrique n'a pas à importer le collectivisme, elle le pratique déjà. Retour sur la doctrine que Senghor a formulée en 1961, et sur ce qu'elle a produit.

RÉTROVISEUR · PAR **MAMADOU LAMINE SARR**



Une doctrine formulée pour un pays agricole de trois millions d'habitants, à l'heure où le monde se partageait en deux blocs.

En 1961, le Sénégal a un an. Il sort d'une fédération avortée avec le Soudan français, il vit de l'arachide, et il doit choisir un camp dans un monde qui n'en propose que deux. C'est dans ce contexte que Léopold Sédar Senghor publie *Nation et voie africaine du socialisme* : le texte qui servira de doctrine officielle au pays pendant vingt ans.

La thèse centrale tient en une phrase : le socialisme n'est pas une importation européenne, parce que les sociétés africaines pratiquent depuis toujours le partage, la solidarité lignagère et la propriété communautaire de la terre. Il ne s'agit donc pas d'instaurer le collectivisme, mais de l'organiser dans une économie moderne.

Ce que Senghor garde de Marx, et ce qu'il rejette

Le point est souvent caricaturé, dans un sens comme dans l'autre. Senghor ne rejette pas Marx : il revendique explicitement sa méthode d'analyse économique et sa critique de l'aliénation du travailleur.

Ce qu'il récuse, c'est le matérialisme athée et la lutte des classes comme moteur unique de l'histoire. Dans une société où les clivages passent autant par la parenté, la confrérie et le terroir que par le rapport au capital, importer tel quel le schéma de la lutte des classes lui paraît une erreur d'analyse avant d'être une erreur morale.

Les trois piliers de la doctrine

1. L'enracinement · le socialisme doit s'appuyer sur les solidarités africaines existantes, pas les détruire.

2. Le spiritualisme · contre le matérialisme athée ; la dimension religieuse est tenue pour une donnée sociale, non pour un obstacle.

3. La planification · l'État oriente l'économie par le plan, sans nationalisation généralisée. Senghor parlera plus tard de « libéralisme planifié ».

> *« Nous ne sommes pas communistes, nous sommes socialistes. Et notre socialisme est africain avant d'être socialiste. » : l'esprit, sinon la lettre, de la doctrine de 1961.*

L'ÉPREUVE DES FAITS : LES COOPÉRATIVES

La doctrine a eu une traduction concrète, et elle fut d'abord l'œuvre d'un autre homme : Mamadou Dia, président du Conseil. Le programme d'animation rurale et le réseau des coopératives visaient à arracher le paysan aux intermédiaires (traitants, usuriers, maisons de commerce) en organisant la collecte et le crédit.

Concrètement, cela voulait dire ceci : un paysan du Baol qui, jusque-là, vendait son arachide au traitant du village (souvent le même qui lui avait avancé la semence, et à quel taux) pourrait désormais la livrer à une coopérative, être payé au prix officiel et emprunter ailleurs. Dit comme cela, c'est une affaire de prix. En réalité, c'est une affaire de pouvoir.

Le projet était ambitieux, et il allait loin : il supposait que l'État se substitue à des réseaux commerciaux puissants et, parfois, aux relais traditionnels qui structuraient le monde rural. C'est précisément sur cette ligne que s'est cristallisé le désaccord entre Dia et Senghor, jusqu'à la rupture de décembre 1962.

REPÈRES · LA DOCTRINE ET SES TEXTES

1948 · Fondation du Bloc démocratique sénégalais, première tentative de social-démocratie africaine.

1959 · Rapport sur la doctrine au congrès constitutif du Parti de la fédération africaine.

1961 · *Nation et voie africaine du socialisme*, repris en 1971 dans *Liberté II*.

1965 · *Démocratie et socialisme*.

1976 · L'UPS devient le Parti socialiste ; adhésion à l'Internationale socialiste.

1983 · *Socialisme et planification*, dans *Liberté IV*.

1976 : LA DOCTRINE DEVIENT UN GUICHET

Voici l'épisode le plus révélateur, et le moins commenté. En 1976, la révision constitutionnelle instaure un multipartisme limité : trois courants seulement sont autorisés, et chaque parti doit s'y rattacher. Le courant libéral et démocratique, le courant socialiste et démocratique, le courant marxiste-léniniste ou communiste. Un quatrième, conservateur, sera ajouté en 1978.

L'UPS devient alors le Parti socialiste et occupe le courant socialiste : ce qui, mécaniquement, interdit à toute autre formation de s'en réclamer. La doctrine cesse d'être une thèse que l'on défend pour devenir un emplacement que l'on détient.

3

le nombre de courants idéologiques autorisés par la réforme de 1976, avant l'ajout d'un quatrième en 1978

C'est la grande ambiguïté du moment. La réforme ouvre réellement le jeu : c'est elle qui permet l'existence légale du Parti démocratique sénégalais et, plus tard, du PAI. Et simultanément, elle transforme les idées en cases administratives. On ne discute plus d'une doctrine : on l'enregistre.

CE QUE LA DOCTRINE N'A PAS RÉSOLU

La dépendance à l'arachide, et donc aux cours mondiaux et à la pluviométrie. La place du secteur privé étranger, maintenu dans ses positions. Et surtout la question foncière : la loi sur le domaine national de 1964 confie la terre à l'État, mais l'application a souvent conforté les pouvoirs locaux existants. Soixante ans plus tard, le foncier reste le premier contentieux administratif du pays.

CE QUI EN RESTE, EN 2026

Le Parti socialiste n'est plus qu'une formation d'appoint. La doctrine, elle, a survécu par morceaux, et pas toujours chez ses héritiers déclarés.

L'idée que le développement doit partir des solidarités existantes plutôt que les combattre : on la retrouve dans tous les discours sur l'économie sociale. L'idée que l'État planifie sans tout posséder, c'est la définition même des agences et des plans successifs. L'idée qu'une doctrine économique doit tenir compte du fait religieux : c'est devenu une évidence que plus personne ne formule.

Reste la question que posait déjà notre dossier. Une doctrine qui se dissout dans le sens commun a-t-elle gagné ou perdu ? Senghor aurait probablement répondu qu'elle a gagné. Ceux qui, dans les années 1970, l'ont combattue depuis l'université et les syndicats répondraient qu'elle n'a jamais été autre chose qu'un habillage. Soixante-cinq ans après, le débat n'est pas tranché : ce qui est, pour une idée, une forme de longévité.

❦

Sources : Léopold Sédar Senghor, *Nation et voie africaine du socialisme* (1961), *Liberté II* (1971), *Socialisme et planification* (*Liberté IV*, 1983) · travaux universitaires sur le socialisme africain · textes constitutionnels sénégalais de 1976 et 1978. La citation encadrée résume l'esprit de la doctrine et n'est pas un extrait littéral.

Xibaar yi, ci làkku réew mi

Les enquêtes du numéro, résumées en wolof, chacune suivie de sa version française. Troisième étape d'un chantier qui doit nous conduire à des articles entiers dans la langue de Kocc Barma.

CI GÀTTAL · PAR **LA RÉDACTION**

POLITIG BI : GOOR GI NELAW

Wolof : Gauche bi, ci réew mi, dafa nelaw. Ci atum 1970 yi, moo doon jiite daara yi ak sendikaa yi. Léegi, amatul kàddu ci wote yi. Du ñu ko tëj, du ñu ko dàq : moom ci boppam a sànni boppam ci biir nguur gi, ba muy jaar.

Français : La gauche sénégalaise dort. Dans les années 1970, elle dirigeait l'université et les syndicats. Aujourd'hui, elle n'a plus de voix dans les urnes. Elle n'a été ni interdite ni battue : elle s'est fondue dans les majorités successives jusqu'à disparaître.

BITI RÉEW, NGELAW LI JÓGE BËJ-GANNAAR

Wolof : Ci Frãs, ci atum 2024, partit bu extrême droite bi mooy léegi groupe bi gën a réy ci Assemblée bi : 126 ndawi réew. Loolu dafay laal sunu bokk yi dëkk Tugal. Bu seen yoon tëjee, xaalis bi ñuy yónnee réew mi dina wàññiku.

Français : En France, en 2024, le parti d'extrême droite est devenu le premier groupe de l'Assemblée nationale, avec 126 députés. Cela concerne nos compatriotes établis en Europe. Si leur droit au séjour se restreint, l'argent qu'ils envoient au pays diminuera.

XAALIS BI CI TELEFON BI

Wolof : Li dale ci 2 fan ci nowàmbar, xaalis bi ngay yónnee ci Wave walla Orange Money dafa war a jaar ci benn yoon bu BCEAO tabax. Dafa neex, te amul fey ba 8 000 CFA ci bés bu nekk. Su weesoo loolu, dañu lay fey lu tollu ci 0,8 %. Ku jot xaalis, du fey dara.

Français : Depuis le 2 novembre, l'argent que vous envoyez vers Wave ou Orange Money passe par une plateforme de la BCEAO. C'est gratuit jusqu'à 8 000 francs par jour. Au-delà, la commission peut atteindre 0,8 %. Recevoir reste gratuit.

JOJ DAKAR 2026

Wolof : Ci JOJ yi, Sénégal am na fukki weñ ak ñaar : juróom wu wert ak juróom-ñaar wu xonq. Mooy réew mu juróom-benn ci àddina si. Lutte de plage ak basket 3x3 ñoo indi li ëpp. Marie Sarr, mi am 16 at, jël na weñ wu wert ci taekwondo.

Français : Le Sénégal termine les Jeux avec douze médailles, cinq en or et sept en bronze, et une sixième place mondiale. La lutte de plage et le basket 3x3 en ont apporté le plus grand nombre. Marie Sarr, seize ans, a décroché l'or en taekwondo.

PETOROL BI : XAALIS BU ÑUY DENC

Wolof : Yoon wi ci atum 2022 dafa wax ne 10 % ci xaalisu petorol bi, war nañu koy denc ngir ñi di ñëw. Waaye ci atum 2026, bor bi ñu war a fey dafa jël lu tollu ci 93 % ci xaalis bi nguur gi di dugal. Dencal ci 5 %, te di lebb ci 7,75 % : loolu, ñaari yoon lañu ko war a xalaat.

Français : La loi de 2022 prévoit que 10 % des revenus du pétrole soient mis de côté pour les générations futures. Mais en 2026, le service de la dette absorbe environ 93 % des recettes de l'État. Épargner à 5 % quand on emprunte à 7,75 % mérite réflexion.

KËR YI : NJËGU LOYÉ BI

Wolof : Ci Dakar, njëgu kër yu rafet yi dafa wàññiku 10 ba 30 % ci ñaari at. Waaye néeg yu ndaw yi, yi ñépp di seet, amuñu. Yoon wi am na, waaye ñi dëkk ci sous-location amuñu kayit : te ku amul kayit, mënul a jot ci yoon.

Français : À Dakar, les loyers haut de gamme ont baissé de 10 à 30 % en deux ans. Mais les petites surfaces que tout le monde cherche restent introuvables. La loi existe, mais ceux qui vivent en sous-location n'ont pas de contrat, et sans contrat, aucun recours.

NJËG YI : LU ÑU WAX AK LU ÑU GIS

Wolof : Ñu ngi wax ne njëg yi yokku nañu 1 % rekk ci at mi. Waaye ci weeru satumbar rekk, ñambi yi yokk nañu 23,9 %, elektirisite bi 3,8 %, esaas bi 4,4 %. Ñaari xibaar yu wér lañu : waaye kenn ci ñoom du la fey marse bi.

Français : On annonce une inflation de 1 % sur l'année. Mais sur le seul mois de septembre, les légumes feuilles ont pris 23,9 %, l'électricité 3,8 %, le carburant 4,4 %. Les deux chiffres sont exacts : aucun des deux ne paie le marché.

> NDIGAL, L'ENGAGEMENT
>
> Cette page grandira à chaque numéro. Objectif : des articles entiers en wolof d'ici au N° 06, relus par des locuteurs et des enseignants de la langue.
>
> *Ku bëgg a jàpp ci liggéey bi, bind ñu !* : Qui veut participer à ce travail, écrivez-nous.

Orthographe conforme au décret n° 2005-992 du 21 octobre 2005 fixant l'orthographe et la séparation des mots en wolof.

BAATU BÉS BI · LE MOT DU JOUR

Nguur · l'État, le pouvoir.

Jubadi · droiture, rectitude.

Kàddu · la parole, la voix.

Denc · mettre de côté, épargner.

Bor · la dette.

Kilifa · celui qui a autorité.

Weñ · la médaille.

Espace détente

Mots fléchés, mots mêlés, sudoku, charades, anagrammes et quiz : tous tirés des articles de ce numéro. Les solutions figurent en fin de cahier.

JEUX · PAR **LA RÉDACTION**

N° 01 · JEU

Mots fléchés

Difficulté ★★ : 18 définitions, toutes tirées de ce numéro

LANGUE NATIONALE → ·····
CHAMBRE DES DÉPUTÉS → ·····
ARGENT MIS DE CÔTÉ → ·····
CE QU'ON VERSE AU BAILLEUR → ·····
SITE DE LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE → ·····
SAINT-LOUIS, EN WOLOF → ····
COURANT POLITIQUE EN RECUL → ·····
HAUT FONCTIONNAIRE ENGAGÉ → ·····
CE QUE L'ÉTAT DOIT → ·····
FONDS SOUVERAIN SÉNÉGALAIS → ·····
BANQUE CENTRALE DE L'UNION → ·····
ELLE A TRAVERSÉ QUATORZE RÉGIONS → ·····
INSTRUMENT DE MESURE DES PRIX → ·····
SAISON DE LA CHERTÉ DES LÉGUMES → ·····
ILS ONT ENVOYÉ 2 522 MILLIARDS → ·····
LUTTE SUR LE SABLE, QUATRE TITRES → ·····
PENSEUR ITALIEN DE L'HÉGÉMONIE → ·····
RÉGULATEUR DES LOYERS → ·····

N° 02 · JEU

Mots mêlés : idées et partis

Difficulté ★★ : 14 mots, dans tous les sens

```
P R G O H O O N T D J F E J
F S M Y M I L I T A N T M L
O V G J R B K C M P A Q M C
K W C O N G R E S N O P A M
R E C W F O U N E E Z E R E
E E B U W S E S X B Y R G M
D D V T A C I D N Y S D O S
S O P U I X L Q Q L M A R I
G H C Y E N J A Z J J C P L
A F D T E T I O R D V L T A
U F I T R A P J G E T E K I
C E D U T I R G E N B P E C
H K F Z Z E N V Y U H I D O
E Q P A G Z Q E K P Y I L S
```

À trouver : Gauche · Droite · Parti · Doctrine · Alternance · Syndicat · Militant · Programme · Socialisme · Libéral · Cadre · Majorité · Urnes · Négritude

N° 03 · JEU

Mots mêlés : l'argent et le toit

Difficulté ★★★ : 14 mots du budget, de la dette et du logement

```
M W N K E M G N N P U I J T
J V Z W U Z F L T E W B N R
O K A C C R Z Q A T F A P A
V T M A N B Z Y C R O I H N
D E M U O P L N E O N L M S
A G J T I Y O J N L D P D F
T D W I T V Y N G E S I L E
U U G O A N E F R X A Z M R
Z B O N L W R X A S U H N T
Q H O V F J G U P V R F O E
K E G E N P H O E I M P T S
E E I D I R R K H J M T K H
H R E I N A P V B I E K D S
H Y I X M P E C I D N I P J
```

À trouver : Loyer · Caution · Bail · Dette · Budget · Pétrole · Épargne · Indice · Inflation · Panier · Diaspora · Transfert · Fonds · Impôt

N° 04 · LOGIQUE

Sudoku

Difficulté ★★★ : 50 cases vides, solution unique vérifiée

```
· · 4 | · · 3 | · 2 ·
5 · 1 | 4 · · | · · 7
· 9 3 | 8 · · | · · 6
- - - + - - - + - - -
1 · · | · · · | · · ·
· 3 7 | · · 9 | · · ·
· 2 6 | · · · | 5 3 4
- - - + - - - + - - -
6 7 · | · · 4 | 8 9 1
· 4 · | · · · | · 6 ·
· 1 · | · 7 · | 4 · ·
```

N° 05 · CHARADES

Mon premier, mon second…

1. Mon premier est la première syllabe de « papa ». Mon second est le contraire d'avouer. Mon tout se remplit au marché et ne ment jamais.

2. Mon premier est une règle votée par l'Assemblée. Mon second est la terminaison des verbes du premier groupe. Mon tout se paie à la fin du mois.

N° 06 · ÉNIGMES

Devinettes

1. On me met de côté pour ceux qui ne sont pas encore nés, pendant qu'on emprunte pour ceux qui sont là. Qui suis-je ?
2. On me forme pendant vingt ans, on me prend pour cinq, et on ne me rend jamais. Qui suis-je ?
3. Je baisse là où personne n'habite et je monte là où tout le monde cherche. Qui suis-je ?

N° 07 · ANAGRAMMES

Remettez les lettres dans l'ordre

R A C D E : Celui que l'administration forme et que le parti récupère.
T E D E T : Ce qui absorbe 93 % des recettes de l'État.
R O Y E L : Il se paie chaque mois, et se négocie rarement.
G N E E P A R : Ce que la loi de 2022 demande de faire des 10 %.
M A L E M F : Elle a parcouru 3 650 kilomètres avant Diamniadio.

N° 08 · QUIZ

Avez-vous bien lu ce numéro ?

Dix questions : une par rubrique

1. Combien de députés le Rassemblement national a-t-il fait élire aux législatives françaises de 2024 ?
2. Quelle part minimale des recettes d'hydrocarbures la loi de 2022 affecte-t-elle au fonds intergénérationnel ?
3. Quelle proportion des recettes budgétaires de 2026 le service de la dette absorbe-t-il ?
4. Quel poste a le plus augmenté en octobre 2026 ?
5. Quel barème de baisse le décret de 2023 applique-t-il aux loyers jusqu'à 300 000 francs ?
6. Jusqu'à quel montant un transfert entre particuliers reste-t-il gratuit chaque jour ?
7. Combien de médailles le Sénégal a-t-il remportées aux Jeux de Dakar ?
8. Combien de courants idéologiques la réforme constitutionnelle de 1976 autorisait-elle ?
9. Combien d'établissements étaient connectés à la plateforme PI-SPI au 30 septembre 2026 ?
10. Combien la diaspora sénégalaise a-t-elle transféré au pays en 2025 ?

N° 09 · VRAI OU FAUX

Six affirmations

Toutes portent sur des faits cités dans ce numéro

1. La loi de 2022 plafonne à 90 % la part des recettes pétrolières versée au budget général.
2. Le décret de 2023 autorise le bailleur à exiger trois mois de caution pour un loyer de 400 000 francs.
3. Alioune Diop a été élu au Sénat français avant de fonder Présence Africaine.
4. En octobre 2026, les produits importés ont renchéri plus vite que les produits locaux.
5. Le poste de président du Conseil a été supprimé dès 1963.
6. Le Pacte européen sur la migration a été adopté et appliqué la même année.

N° 10 · PROVERBES

Complétez le proverbe wolof

Un mot manque à chaque fois : il est donné en fin de cahier

1. *Nit, nit ay …* : « L'homme est le remède de l'homme. »
2. *Ku yëg sa … , yëg sa bopp.* : « Qui connaît son voisin se connaît lui-même. »
3. *Lu gaaw … , gaaw na tas.* : « Ce qui se construit vite se défait vite. »
4. *Ndank-ndank mooy jàpp … ci ñaay.* : « Doucement, on attrape le singe dans la brousse. »

N° 11 · LOGIQUE

Suites de chiffres

Quel nombre vient ensuite ?

1. 5 · 10 · 15 · 5 : barème de baisse des loyers, à l'envers. Et avant le 5 ?
2. 1947 · 1949 · 1956 · 1959 · … : les dates d'Alioune Diop. Quelle année manque, celle du Festival de Dakar ?
3. 90 · 10 · … : la loi de 2022 répartit les recettes en deux parts. Combien en reste-t-il pour une troisième ?
4. 1960 · 1962 · 1963 · 1974 · … : l'année de l'amnistie de Mamadou Dia.

N° 12 · LE COIN DES LECTEURS

À vous de jouer

Vos propositions paraîtront dans le prochain numéro

· Envoyez-nous une définition de mots fléchés tirée de l'actualité du mois.
· Proposez un proverbe wolof et sa traduction : nous publierons les plus justes.
· Signalez-nous une erreur dans ces grilles : elles sont vérifiées, mais rien n'est parfait.
· Écrivez à **enavant.larevue@gmail.com**, objet « Cahier de détente ».

Solutions

Les réponses des huit jeux du cahier. La grille de sudoku a été vérifiée : elle n'admet qu'une seule solution.

SOLUTIONS · **N° 03**

N° 01

Mots fléchés

1. LANGUE NATIONALE → **WOLOF**
2. CHAMBRE DES DÉPUTÉS → **ASSEMBLEE**
3. ARGENT MIS DE CÔTÉ → **EPARGNE**
4. CE QU'ON VERSE AU BAILLEUR → **LOYER**
5. SITE DE LA CÉRÉMONIE D'OUVERTURE → **DIAMNIADIO**
6. SAINT-LOUIS, EN WOLOF → **NDAR**
7. COURANT POLITIQUE EN RECUL → **GAUCHE**
8. HAUT FONCTIONNAIRE ENGAGÉ → **CADRE**
9. CE QUE L'ÉTAT DOIT → **DETTE**
10. FONDS SOUVERAIN SÉNÉGALAIS → **FONSIS**
11. BANQUE CENTRALE DE L'UNION → **BCEAO**
12. ELLE A TRAVERSÉ QUATORZE RÉGIONS → **FLAMME**
13. INSTRUMENT DE MESURE DES PRIX → **INDICE**
14. SAISON DE LA CHERTÉ DES LÉGUMES → **HIVERNAGE**
15. ILS ONT ENVOYÉ 2 522 MILLIARDS → **DIASPORA**
16. LUTTE SUR LE SABLE, QUATRE TITRES → **PLAGE**
17. PENSEUR ITALIEN DE L'HÉGÉMONIE → **GRAMSCI**
18. RÉGULATEUR DES LOYERS → **CONAREL**

N° 04

Sudoku

```
7 8 4 | 1 6 3 | 9 2 5
5 6 1 | 4 9 2 | 3 8 7
2 9 3 | 8 5 7 | 1 4 6
- - - + - - - + - - -
1 5 8 | 3 4 6 | 2 7 9
4 3 7 | 5 2 9 | 6 1 8
9 2 6 | 7 8 1 | 5 3 4
- - - + - - - + - - -
6 7 5 | 2 3 4 | 8 9 1
8 4 2 | 9 1 5 | 7 6 3
3 1 9 | 6 7 8 | 4 5 2
```

N° 05

Charades

1. PA + NIER → **PANIER**
2. LOI + ER → **LOYER**

N° 06

Énigmes

1. Le fonds intergénérationnel.
2. Le cadre de l'administration.
3. Le loyer dakarois.

N° 07

Anagrammes

R A C D E → CADRE
T E D E T → DETTE
R O Y E L → LOYER
G N E E P A R → ÉPARGNE
M A L E M F → FLAMME

N° 08

Quiz

1. 126, contre 89 avant la dissolution : le premier groupe de l'Assemblée nationale.
2. Au minimum 10 % ; le budget en reçoit au maximum 90 %.
3. Environ 93 % : 5 497,9 milliards pour 5 932,1 milliards de recettes.
4. L'enseignement, à +2,4 %, devant l'électricité à +3,8 % sur le mois.
5. Une baisse de 15 % ; puis 10 % de 300 001 à 500 000 F, et 5 % au-delà.
6. 8 000 francs cumulés par jour, par personne et par opérateur.
7. Douze : cinq en or et sept en bronze, et une sixième place mondiale.
8. Trois en 1976 : libéral, socialiste, marxiste-léniniste ·, un quatrième ajouté en 1978.
9. 175, dont 43 au Sénégal et 38 en Côte d'Ivoire.
10. Environ 2 522 milliards de francs CFA, selon le rapport du FIDA.

N° 09

Vrai ou faux

1. Vrai : 90 % au maximum au budget, 10 % au minimum au fonds intergénérationnel.
2. Faux : la caution est plafonnée à deux mois pour les baux jusqu'à 500 000 francs.
3. Faux : recevoir reste gratuit, et sans aucun plafond.
4. Faux : sur douze mois, les produits locaux ont pris 2 % et les importés 0,2 %.
5. Vrai : tous Jeux confondus, d'été comme d'hiver.
6. Faux : c'est une plateforme de paiement, pas une monnaie. Le franc CFA n'a pas changé.

N° 10

Proverbes

1. *garab* : remède.
2. *dëkkandoo* : voisin.
3. *taxaw* : se dresser, se construire.
4. *golo* : le singe.

N° 11

Suites de chiffres

1. 15 : le barème est 15 %, 10 %, 5 % selon la tranche de loyer.
2. 8 000 francs cumulés par jour, par personne et par opérateur.
3. Rien de garanti : 90 % est un maximum et 10 % un minimum ; la part du fonds de stabilisation est fixée par le COS-Petrogaz.
4. Huit, répartis sur Dakar, Diamniadio et Saly.

N° 02 ET N° 03

Mots mêlés

Les vingt-huit mots des deux grilles figurent dans les listes imprimées en regard de chacune. Chaque mot y est présent une fois exactement, à l'horizontale, à la verticale ou en diagonale, dans un sens ou dans l'autre. Les placements ont été vérifiés automatiquement avant impression.

EN AVANT

Revue éditoriale indépendante consacrée au Sénégal en mouvement. Elle explique le Sénégal qui change · les idées, l'argent, la mémoire : à travers trois piliers : les mutations silencieuses du quotidien, le feuilleton pétro-gazier « Le Compteur », et la mémoire et les langues.

L'ÉQUIPE

Direction de publication : Ousseynou Oulimata Guèye & Sada Thiam.

RÉDACTION DE CE NUMÉRO

Ousseynou Oulimata Guèye · Éditorial, Coudre sans prendre les mesures · Quatorze jours, et quarante ans

Sada Thiam · Le sommeil du lion · Le vent qui vient du Nord

Mamadou Ndiaye · Le cadre décadré

Malick Hanne · La signature qui manque

Serigne Fall · Le lit du Pactole

Moussa Sene Télémaque Sow · Le marché baisse là où personne n'habite

Mamadou Lamine Sarr · Un socialisme sans Marx

Le Compteur, le Baromètre Gorgorlou, Ci gàttal et le Cahier de détente sont assurés par la rédaction.

ÉCRIVEZ-NOUS

Cette revue se construit avec vous. Vos retours, vos suggestions et vos désaccords argumentés nous sont précieux : une enquête que vous aimeriez lire, une donnée à vérifier, une coquille repérée, un relevé pour le Baromètre Gorgorlou, une relecture de notre page en wolof, tout nous intéresse.

CONTACT

enavant.larevue@gmail.com

Les meilleures contributions seront publiées dans le prochain numéro.

Ku am xalaat, bind ñu ! : Qui a une idée, écrivez-nous !

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

Les chiffres publiés dans ce numéro proviennent de sources officielles (ANSD, ministère des Finances et du Budget, Cour des comptes, Commission européenne, instituts spécialisés), de rapports signalés comme déclaratifs, ou de la presse nationale. Chaque donnée a été rapportée à sa source d'origine avant publication. Lorsqu'une estimation fait l'objet d'écarts entre institutions, nous retenons la source la plus documentée et l'indiquons en fin d'article. Les textes de loi et décrets sont cités par leur numéro et leur date.

AU SOMMAIRE DU N° 04

Trois enquêtes prêtes, tenues en réserve pour ne pas surcharger ce numéro :

· **Reportage** : ce que la diaspora paie du vote des autres. Le Pacte européen sur la migration, applicable depuis le 12 juin, et ses effets sur les 2 522 milliards de francs envoyés au pays chaque année.

· **Découverte** : Alioune Diop, l'homme qui donna une adresse à l'Afrique. Une revue, une maison d'édition et une librairie, rue des Écoles, à Paris.

· **Mémoire** : onze ans à Kédougou. Décembre 1962, la Haute Cour de justice et la fin de l'exécutif à deux têtes.

S'y ajouteront le bilan complet et chiffré des Jeux de la jeunesse, une fois la clôture passée, ainsi que les rubriques habituelles.

« Sénégal ça kanam. »

· pour faire avancer la conversation publique ·

Tous droits réservés, EN AVANT · N° 03 · Novembre 2026

· FIN DU N° 03 ·